

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 10 JUIN
N°205 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

**Tribune
préparatoire
au II^e Congrès
du PCR ml
voir p.2**

Aujourd'hui

GREVE DE LA MAGISTRATURE

Lecanuet menace

Hier à la veille de la grève du Syndicat de la Magistrature, Lecanuet se faisait menaçant. Il rappelait l'interdiction de la grève pour les magistrats, quelle qu'en soit la forme. L'article 10 du statut des magistrats interdit en effet tout arrêt concerté du travail. Lecanuet a donné des instructions aux chefs de cours pour qu'ils assurent la marche des services et probablement pour qu'ils prennent note des magistrats grévistes.

En fait, Lecanuet est inquiet, la fronde des magistrats regroupés dans le Syndicat de la Magistrature gêne considérablement le renforcement de l'appareil répressif et bat en brèche la propagande sur la nécessité de l'union nationale de toutes les classes face à la crise.

Au moment où le gouvernement, confronté à une montée des luttes ouvrières et populaires tente de renforcer et d'améliorer son arsenal répressif dont l'appareil judiciaire est un rouage essentiel, le refus d'une fraction non négligeable de la magistrature contre-carre ses visées.

SUITE P.3

LIBAN

CONTRE L'INVASION SYRIENNE

SOUTIEN A LA RESISTANCE PALESTINIENNE

L'intervention syrienne au Liban, commencée maintenant depuis plus d'une semaine, révèle nettement le sens des événements qui se déroulent dans le pays depuis plus d'un an, en cristallisant les camps en présence :

D'un côté, on trouve la Résistance Palestinienne, les forces progressistes libanaises qui lui sont alliées. De l'autre, la Syrie d'abord, mais aussi les forces réactionnaires libanaises : le président déchu Frangié, qui a toujours refusé de démissionner, a pris nettement position dans ce sens.

Le prétexte de la « pacification » mis en avant ne tient plus : les massacres perpétrés en collaboration

Les forces des troupes patriotiques et de la Résistance...



avec les réactionnaires libanais, la résistance acharnée des masses palestiniennes et libanaises ont montré que cette « paix »-là est celle du fauteur de guerre.

Sur le plan international, les choses sont également claires : Israël, en mettant l'occasion à profit pour bombarder le sud-Liban, vient fixer sur place les forces qui pourraient contribuer à enrayer l'avance syrienne, et on n'a pas caché de ce côté-là, depuis l'entrée des blindés de Damas, qu'on se réjouissait de l'intervention en cours.

Mais c'est encore du côté des deux super-puissances que les derniers événements éclaireront d'un jour cru les buts recherchés. De part et d'autre, on s'attache à minimiser l'intervention

syrienne. A Washington, on a aidé à en rassembler les conditions en jouant les entremetteurs avec l'État sioniste. A Moscou, on fournit abondamment les équipements militaires qui sont en action au Liban. L'agence Tass, traitant de la situation au Liban et de l'intervention syrienne, a eu ce triste mot, à la tchécoslovaque : « normalisation ».

De part et d'autre, on ne voit aucun inconvénient, bien au contraire, à une action qui vise à liquider la Résistance Palestinienne. N'est-ce pas ce peuple qui, les armes à la main, s'est mis en travers jusqu'ici de toutes les entreprises pour aboutir à un « règlement » permettant que le jeu de la concurrence entre les États Unis et l'URSS se développe sans être gêné par la lutte des peuples arabes ?

suite page 7

SÉCHERESSE : PLAN ORSEC

Les petits paysans commencent à vendre leurs bêtes

La sécheresse menace de ruine des milliers d'agriculteurs. Il manque l'équivalent de trois mois de pluies dans de nombreux départements en particulier dans l'Ouest. Cette situation catastrophique a d'ores et déjà amené plusieurs paysans à réduire leur cheptel. Plusieurs récoltes sont en grande partie compromises, les effets de cette sécheresse continueront de se faire sentir cet hiver en raison du manque de fourrage récolté cet été.

Devant la gravité d'une telle situation, le Conseil des Ministres qui en a discuté n'a fait que de vagues promesses de subventions et annoncé qu'il allait étudier la mise en place d'un plan ORSEC.

SUITE P.3



Voir nos informations page 7

- Procès du meurtrier de Diab p.3
- A l'Assistance Publique comme ailleurs, la répression.
- La Corse en colère : la culture est une arme.
- Procès Simeoni : Un peuple qui ne veut pas de la baléarisation p.6
- Oman : 11 ans de lutte armée p.7
- Portugal : campagne populaire d'Otelo de Carvalho.
- Italie : après l'attentat de Gênes, la « stratégie de la tension ». p.8
- Logement : radicalisation des luttes et unité populaire p.9
- Djibouti : après l'accord des partis avec le ministre.
- Théâtre : Les vieux travailleurs dans « Loin d'Hagondange ». Non à un théâtre du défaitisme. p.11

Le comité de
lutte contre le
chômage
d'Hérouville
St-Clair

Contre les
expulsions
Contre les
hausses
de loyers

UNITÉ
POPULAIRE

VOIR P.4

TRIBUNE DU 2^e CONGRÈS DU PCRml



**POUR VOUS PROCURER
LE PROJET DE PROGRAMME
COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7
5 F + 2 F de port**



Lutter contre le révisionnisme moderne

Camarades, dans la partie «Pour faire la Révolution, il faut combattre le révisionnisme», le projet de programme dit «Pour préparer les masses à la révolution prolétarienne, le Parti doit détruire les influences révisionnistes dans la classe ouvrière, et particulièrement l'influence du P«C»F. Une des conditions pour déclencher victorieusement l'insurrection, c'est que les larges masses aient fait l'expérience de la nature

Cette position n'est pas liée étroitement aux prochaines élections législatives. C'est là un point de vue qui est celui des communistes marxistes-léninistes depuis de nombreuses années.

Ceci dit il est certain que les prochaines échéances électorales, notamment celles de 78, vont constituer un terrain d'affrontements importants entre les partis bourgeois au gouverne-

ment et l'«union de la gauche». Dans le contexte actuel, marqué par une aggravation de la crise politique et une usure évidente de la coalition au pouvoir, une victoire de la «gauche» n'est pas exclue en 78. D'où l'intérêt pratique immédiat de notre position.

Derrière la question - est-ce les révolutionnaires n'auraient pas à favoriser

bourgeoise du P«C» et de ses propositions. Cette expérience peut, entre autres, revêtir la forme de la participation au gouvernement du PCF.

- Est-ce en prévision des prochaines échéances électorales ?

- Est-ce le Parti favoriserait cette expérience en appelant à voter union de la gauche ?

Nous ne le pensons pas, mais la phrase est ambiguë.

B. Cellule Wazemmes

l'accession de la «gauche» au pouvoir ? - Il y a cette interrogation implicite : est-ce que la venue de la «gauche» au pouvoir ne signifierait pas pour les travailleurs un changement minime certes, mais réel de leur situation.

Il s'agit là d'une illusion : la réalisation du programme commun, vidé de sa substance avant même d'avoir vu le jour, ne répondrait à aucune des exigences immédiates des masses populaires face à la crise, au chômage, à la vie chère, etc...

Si une situation politique propice aux révisionnistes devait leur permettre, à cette occasion, de réaliser d'une manière significative - au delà des propositions du programme commun - leur projet de capitalisme d'Etat, cela signifierait pour les masses populaires non pas plus de liberté, mais une exploitation et une oppression accrue et rationalisée, comme le dit clairement notre projet de programme. Devrions-nous donc mentir aux travailleurs et leur faire entendre que l'accession de la «gauche» au pouvoir pourrait répondre, peu ou prou, aux aspirations des travailleurs ?

Une seule position conséquente existe, qui est la nôtre et sur laquelle n'a jamais existé la moindre ambiguïté, ni pratique comme le montre notre position aux dernières présidentielles, ni théorique :

Eclairer sans relâche la véritable nature du révisionnisme moderne et de son projet politique. Combattre pied à pied son influence politique. Mettre en garde les travailleurs sur ce que signifierait son accession au pouvoir. Plus largement ce travail sera accompli, plus rapidement les travailleurs se détacheront du révisionnisme moderne dans le cadre d'une venue de la «gauche» au pouvoir.

La phrase du projet de programme ne nous semble pas prêter à ambiguïté. Encore moins ce qui suit : «Pour préparer dès aujourd'hui cette expérience par les larges masses de la nature du P«C»F, le PCRml combat pied à pied l'influence du révisionnisme dans la classe ouvrière, développe les contradictions qui opposent les aspirations des travailleurs aux propositions du P«C»F et à son comportement dans les luttes».

L'analyse des classes en France

Camarades, Dans le projet de programme, on peut lire au paragraphe «La tâche centrale de la classe ouvrière en France» : «Le prolétariat affirme son pouvoir en prévenant toute velléité des anciennes classes exploiteuses», et l'expression est reprise plusieurs fois au pluriel.

Je pense qu'il y a là une contradiction avec l'analyse du Parti Com-

muniste Révolutionnaire marxiste-léniniste lorsqu'il examine la crise de l'impérialisme français, la composition des classes en France et la contradiction qui oppose, dans les pays capitalistes et révisionnistes le prolétariat à la bourgeoisie.

Nous connaissons le destin de la petite bourgeoisie pendant la révolution ; elle ne se ralliera dans son ensemble ni à la

révolution ni à la réaction mais, classe «indécise» se divisera, éclatera selon les couches qui la composent. Une partie rejoindra le prolétariat, une partie s'alliera à la contre-révolution.

La bourgeoisie reste donc, dans son entier, l'unique ennemi, la seule «classe exploiteuse» à laquelle il faut arracher le pouvoir. Si le pluriel rend parfaitement compte de la réalité dans les textes

chinois où il est fréquemment employé, c'est qu'il rassemble les propriétaires fonciers, la bourgeoisie compradore («véritables appendices de la bourgeoisie internationale») et la bourgeoisie nationale (selon les situations) en un même camp contre-révolutionnaire. Il ne semble pas juste, par contre, de l'employer pour décrire la société française.

Un camarade de Rennes

COMMENT PARTICIPER A LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2^e Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquis de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

Communiqués... Communiqués... Communiqués... Communiqués...

12 et 13 juin : journée «portes ouvertes» à l'IMRO

Les samedis 12 et dimanche 13 juin, les travailleurs occupant l'Imprimerie Rouennaise organisent deux journées «porte ouverte», 25, rue du Pré-de-la-Bataille, Rouen.

Cette action a pour but d'expliquer les raisons de l'occupation, la situation des imprimeries en France, les incohérences d'un système en place, préférant sacrifier le potentiel graphique.

PROGRAMME DES DEUX JOURNÉES :

- visite des ateliers
- débat sur la crise de l'imprimerie en France
- animation culturelle
- buffet froid

VENEZ NOMBREUX !

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225
75924 Paris Cédex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris
Dir. de Pub. : Y. Chevet - Imp. IPCC Paris
Distr. par les NMPP - CP : 56942

LYON : SOUTIEN A EDMOND SIMÉONI

Le Comité d'Action et de Vigilance Corse et la Consult d'Etudiants Corso de Lyon appellent à une manifestation de soutien à Edmond Siméoni et ses camarades, le :

VENDREDI 11 JUIN 1976

à 18 h 00 - Place Gabriel Péri - Lyon (Pont de la Guillotière)

- Halte à la répression
- Suppression de la Cour de Sécurité de l'Etat
- Libération de Edmond Siméoni et de ses camarades emprisonnés

Soutenus par :

C.D.A. - PSU - MAJ - MAN - OC.GOP - Révolution - CIMADE - LCR - PCRml.

NANCY : RÉUNION PUBLIQUE DU MOUVEMENT DU PLANNING FAMILIAL

«A l'initiative des sections locales du Mouvement du Planning Familial de Meurthe et Moselle, une réunion publique aura lieu le vendredi 11 juin, Salle Chepfer (Mairie de Nancy) à 20 h 30. Cette réunion aura pour but de faire un bilan collectif des moyens contraceptifs utilisés et des pratiques d'interruption volontaire de grossesse à Nancy et en banlieue. Un débat aura lieu, entre autres, pour dénoncer la carence des pouvoirs publics face à ces problèmes, malgré la loi votée».

FÉDÉRATION DE LORRAINE DU PCRml

Rassemblement communiste à Fameck

Dimanche 20 juin - de 14 à 20 h.

Centre social

LES TRAVAILLEURS ACCUSENT LE CAPITALISME

FORUMS :

- Luites ouvrières.
- Contre la centrale nucléaire de Cattenom.
- Contre l'école capitaliste.
- Chine : renforcement de la dictature du prolétariat.
- Pour un Parti Communiste de Type Nouveau.
- ET L'INTERVENTION DU PCRml

AVEC STAND

Cinéma : Chine, Palestine, Sahara.
Musique, chanteurs, buvette, brochettes
Crèche et animation enfants.

Départ en bus de Nancy et Longwy

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La sécheresse

POUR BONNET IL EST TROP TOT POUR AGIR !

« J'ai demandé aux préfets de toutes les régions de tenir un état précis des réserves d'eau et de me mettre au courant de la situation exacte dans leur département. Ainsi, nous pourrions étudier, si le besoin s'en fait sentir, un véritable plan ORSEC de l'eau. Ceux qui attendaient des mesures concrètes et rapides resteront sur leur soif ! C'est tout ce que leur a promis Bonnet.

La seule mesure concrète qui a été prise jusqu'à présent... a été d'interdire aux paysans l'arrosage des cultures, dans plusieurs départements de l'Ouest !

La sécheresse n'est pas ressentie pareillement par tous les paysans. Si les récoltes de blé sont durement touchées, elles ne le sont pas de la même manière dans l'Indre et Loire et le Maine et Loire, par exemple, où les paysans qui exploitent des champs de blé de dix ou vingt hectares verront leur revenu diminuer de 70 % cette année, et dans la Beauce, où le rendement passera de soixante quintaux à l'hectare à quarante : en Beauce, les champs sont bien irrigués, avec un système de canaux... les gros exploitants ont les reins suffisamment solides pour voir venir !

La situation est particulièrement dure pour les producteurs de lait de l'ouest. En Bretagne, les pluies de printemps ont été à peu près le tiers de ce qu'elles sont d'habitude, et les nappes phréatiques (ces nappes d'eau souterraines qui alimentent les puits) sont presque inexistantes. L'herbe se renouvelle donc très peu, et la production de lait diminue en quantité. Ce qui signifiera une forte baisse du revenu des éleveurs. Pour tenter de pallier au manque d'herbe, les éleveurs doivent parfois acheter au prix fort du fourrage ou même de la paille.

Pour bon nombre de petits éleveurs, la conclusion de cette bataille contre la sécheresse risque bien d'être la clef sous la porte. Si le revenu des producteurs de lait va baisser, le prix du lait, pour le consommateur des

l'ONIBEV, office national de la viande. Ainsi, pour le consommateur, la pénurie de lait se traduit par une

hausse, mais l'abondance de viande ne se traduira pas par une baisse ! Et pourtant, dans les deux cas, la situation des petits paysans est grave.

Quand la sécheresse aura fait tous ses ravages, alors Bonnet parlera d'indemnisation. Encore nous a-t-il prévenu que les précédentes mesures d'aide à l'agriculture avaient coûté très cher...

Si ces « secours » financiers sont répartis, comme

c'est l'habitude, en fonction de la taille de l'exploitation, elle sera dérisoire pour les paysans pauvres, importante pour les gros. Et pour beaucoup de petits paysans, il sera peut-être trop tard. Giscard aurait déclaré en conseil des ministres : « Pas plus, que les travailleurs privés d'emploi n'ont été abandonnés, pas davantage les exploitants agricoles ne le seront ». Cette comparaison n'a rien de rassurant pour les petits paysans !



grandes villes, a toutes les chances de grimper, lui !

Quant au gouvernement, il ne s'affole pas plus que les coopératives capitalistes et autres firmes laitières industrielles : on pourra ainsi écoulé le stock de lait en poudre.

La difficulté à nourrir les bêtes pousse les éleveurs à les vendre plus tôt que prévu : solution de dernier recours, pour avoir eux-mêmes de quoi manger. Ce qui se traduit par une grosse augmentation du nombre de bêtes livrées aux abattoirs. Dans une telle situation, le capitalisme a une préoccupation : empêcher la chute des cours de la viande, en stockant. C'est ce que fait

GRÈVE DE LA MAGISTRATURE

suite de la une

C'est la série de patrons d'accidents mortels du travail qui a largement montré quels étaient les responsables de ces « accidents », la responsabilité des patrons, battant en brèche la propagande sur l'égalité des Français devant la loi.

Puis avec l'affaire Ceccaldi, la mise en évidence que la crise, si elle touche les travailleurs, profite par contre aux patrons, en particulier les compagnies pétrolières.

De plus, l'existence de magistrats qui se montrent plus curieux que ne le souhaiterait le gouvernement dans des affaires qu'il aimerait étouffer parce que des patrons, des politiciens et même des membres du gouvernement y sont impliqués, le gêne.

Enfin, les révélations apportées par le syndicat de la Magistrature démontent la propagande gouvernementale sur la sécurité.

Pour remettre au pas ces magistrats qui se refusent à être les auxiliaires zélés du pouvoir dans sa politique de répression, Lecanuet a plusieurs reprises tenté de prendre de lourdes sanctions, à chaque fois il a été obligé de battre en retraite devant la réaction du Syndicat de la Magistrature. Avec l'affaire Ceccaldi, c'est une nouvelle et grave épreuve de force qui s'est engagée.

Dans cette épreuve de force, c'est la question des libertés démocratiques qui est en cause : la liberté des magistrats de s'opposer à la politique du pouvoir, et les libertés démocratiques conquises par les travailleurs, contre lesquels le gouvernement pour sévir a besoin d'une magistrature mise au pas. La grève aujourd'hui démontre qu'une partie des magistrats n'accepteront pas de se plier aux ordres du pouvoir.

S.L.

LE PROCÈS EN APPEL DU MEURTRIER DE DIAB

AUDIENCE SUSPENDUE JUSQU'AU 30 JUIN

Le 29 novembre 72, Mohamed Diab, ouvrier algérien était abattu d'une rafale de mitraillette dans le commissariat de Versailles, après avoir eu une crise de démence à l'hôpital où il rendait visite à sa mère. Trois ans après, son meurtrier, le sous-brigadier Marquet passe en correctionnelle, à Versailles. Le tribunal, estimant qu'il s'agit d'un homicide, se déclare incompétent. Marquet fait appel, et c'est seulement hier que s'ouvrait ce nouveau procès en cour d'appel.

missariat de Versailles, c'est à dire injurié et brutalisé. Et pourtant, Marquet continue à prétendre ne pas s'être rendu compte de l'état de Diab.

« On en voyait tellement, il nous en passait tellement entre les mains qu'on n'y prêtait plus attention... ». Quel cynisme !

serait « involontaire » parce que opéré « sous la contrainte » ! Enfin, dernier argument qui a fait beaucoup plaisir aux nombreux policiers présents dans la salle : si la cour d'appel se déclare incompétente, cela créerait un précédent susceptible d'envoyer en cour d'assises tout policier qui aurait fait usage de ses armes...

La première audience du procès aura laissé un goût amer à la famille de Mohamed. Cette fois, Marquet était présent, alors que pour la dernière audience, il avait fait parvenir un certificat médical... L'interrogatoire, rapidement mené par le président - il a pourtant fallu suspendre l'audience, en l'absence d'interprète - a apporté un élément nouveau dans le déroulement des faits qui ont conduit à la mort de Mohamed Diab : Marquet a dit : « Si le docteur Durieux était arrivé cinq minutes plus tôt, rien ne se serait passé ». Ainsi, la police savait que Mohamed était sujet à des crises de démence. Au point qu'un médecin avait été appelé. Et pourtant, Diab a été traité comme le sont les travailleurs immigrés qui passent au com-

L'argumentation développée par l'avocat de Marquet, particulièrement longue et répétitive, se résume à quatre points : la partie civile, c'est à dire la femme de Mohamed, sa sœur, et plus généralement tous ceux qui les ont soutenus, ont voulu « politiser » l'affaire, ont voulu faire de Marquet la « victime expiatoire » de la série de crimes racistes qu'on a connus en 72. Argument particulièrement révoltant quand on sait que les coupables de la plupart de ces crimes n'ont jamais été retrouvés. Deuxième argument : Marquet était en légitime défense (alors qu'il avait en mains son pistolet mitrailleur depuis déjà plusieurs minutes).

Troisième argument : même s'il n'était pas en légitime défense, son acte

Mais c'est la plaidoierie de l'avocat du trésor public, qui avait lui aussi, fait appel du jugement du tribunal de Versailles, qui a le plus révolté la famille et les amis de Mohamed : selon ce monsieur, la famille de Diab porterait une part de responsabilité dans le « drame », en ne faisant pas interner Mohamed Diab. Le comble du cynisme était atteint.

Le président de la cour d'appel n'ayant pas l'intention de prolonger l'audience, la suite de celle-ci a été remise au 30 juin. On y entendra les réquisitions de l'avocat général, et la plaidoierie des avocats de la famille de Mohamed, maîtres Ben Abdallah et Halimi. Le soutien devra s'y manifester.

● Le débat sur les plus-values a repris aujourd'hui dans un climat plus « détendu », mais sans grande efficacité : le débat sur l'article 1 qui définit le but du projet de loi n'a pu être conclu, et les députés ont commencé à discuter les modalités.

● POLLUTION MULTIPLIÉE PAR TROIS !

La sécheresse a entraîné dans de nombreux départements la réduction des réserves et des débits en eau au tiers du chiffre habituel. Ce qui multiplie par trois la concentration en produit polluant, dont la quantité, elle, ne diminue pas avec la sécheresse !

TORTURES POLICIÈRES A MARSEILLE ?

Après l'assassinat, le 15 octobre 1974 d'un convoyeur de fond, deux suspects sont arrêtés, parmi d'autres, et entrent à l'hôtel de police de Marseille le 27 octobre : il s'agit de deux jeunes gens, Yves Bonnet, 24 ans, et un mineur, Patrick X... Ayant avoué, ils sont déferés devant le juge d'instruction d'Aix en Provence, Denys Millet.

Mais là, ils reviennent sur leurs aveux, déclarant qu'ils ont été arrachés sous la torture. En particulier Bonnet dit que les policiers lui ont

enfoncé une matraque dans l'anus. Le juge Millet demande alors une expertise médicale. Conclusion des médecins : « Les traces pourraient avoir été infligées par des sévices corporels ».

Suite à une intervention du procureur de la république, Millet a été dessaisi de l'enquête sur les policiers de Marseille, qui a été confiée au Parquet d'Aix en Provence. Il reste par contre, chargé du dossier sur l'assassinat du convoyeur, il a prononcé un non lieu concernant les deux jeunes gens.

LUTTES OUVRIÈRES

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE COMME AILLEURS, LA RÉPRESSION !

On interdit aux élèves infirmières de Garches de participer à une assemblée générale appelée par la CFDT et la CGT.

Un élève se révolte, on veut le faire passer pour fou, on l'envoie devant le psychiatre.

Les élèves solidaires en lutte, on leur envoie les flics !

Quand le personnel soutient, la direction licencie !

En effet, un conseiller syndical est licencié sans motif avoué alors que tout le monde sait que cette militante a soutenu la grève des élèves de Garches.

C'est un précédent grave ! Une nouvelle atteinte au droit syndical.

Ce qui est plus grave encore, c'est que ce ne sont pas des faits isolés.

A l'Assistance Publique, cela devient général : dans les écoles, les conseils techniques se multiplient.

- A Coeurin Celton, à Drouaise, à la Salpêtrière, la répression devient quotidienne : appel, pointage, sermon pour quelques minutes de retard.

- Obligation d'implorer la di-

rectrice de l'école pour une absence.

- Le personnel hospitalier n'est pas épargné : mauvaises notes, blâmes, refus d'avancement, licenciements. Les militants syndicaux sont particulièrement touchés comme à la Pharmacie Courbevoie.

L'Assistance Publique n'est pas une exception ! Partout en France, à Lyon, la Direction envoie une réquisition à 40 grévistes alors que les urgences étaient assurées.

A Marseille on licencie.

Contre la répression, pour la levée des sanctions, la riposte se prépare.

(d'après une correspondance CFDT-Assistance Publique)

Hier soir, à la Bourse du Travail, un meeting appelé par la CFDT-AP, rassemblait plus d'une centaine d'hospitaliers des hôpitaux de : Garches, Salpêtrière, Bondy, Franco-Musulman, Hospitalisation à domicile St Antoine, St-Denis... et on manifesté leur soutien aux travailleurs de Garches et aux élèves, leur désir de concrétiser l'action contre la répression, sans que toutefois des propositions immédiates se dessinent.

Siemens à Bordeaux

POUR L'UNITÉ DE LUTTE LA PLUS LARGE

A l'usine Siemens près de Bordeaux, les travailleurs entrent dans leur quatrième semaine de grève avec la ferme détermination d'arracher leurs revendications : 500 F pour tous - révision de la prime de transport - incorporation à 75 % de la prime de service dans le salaire de base. A l'état actuel, la direction ne propose que 5 % d'augmentation de la masse salariale, ce qui équivaut à peu près à 100 F.

L'attitude de la direction CGT a conduit les travailleurs à s'organiser sans aucune « tutelle syndicale » comme ils disent. Dès le début, en effet, la CGT distribuait un tract appelant à adhérer à la CGT et à dissoudre le comité de grève. Cette attitude qui allait à l'encontre de l'aspiration

des travailleurs à être unis et faire participer ceux qui ne sont pas syndiqués, a eu pour résultat une certaine forme de rejet de toute organisation syndicale. A Siemens, les travailleurs considèrent que dans la situation actuelle, les syndicats sont un frein à l'unité.

Dans cette boîte, les ouvriers n'ont pas de grande expérience de lutte et le blocage des grilles a du mal à s'imposer. Pourtant, ce serait le moyen de faire céder la direction car, si seulement 20 % de la production est faite, il n'y a encore que 60 % de grévistes. De même, pour pallier l'immobilisme des UD, certains avancent l'idée d'un comité de soutien, mais elle ne s'est pas encore matérialisée pour l'instant.



Contre les expulsions et les hausses de loyers LE COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE D'HÉROUVILLE CONSTRUIT L'UNITÉ POPULAIRE

Le comité de lutte contre le chômage d'Hérouville et les trois familles du quartier des « belles portes », se sont affrontés au refus catégorique de l'administration des HLM de répondre à leurs revendications. Cela s'explique : le comité a engagé la lutte non seulement contre les trois expulsions, mais surtout contre la politique même des HLM aujourd'hui qui, d'une part refusent de loger les familles les plus touchées par la crise et d'autre part, construisent de nouveaux logements aux tarifs des résidences.

C'est bien parce que le comité remet en cause toute la politique des HLM qui veut faire payer la crise aux travailleurs, que nous avons à faire face à une telle intransigeance ! Devant notre travail de mobilisation sur les quartiers (plus de quatre cents signatures à notre pétition, nombreuses lettres de soutien...), les HLM cherchent à désamorcer notre lutte. Ils envoient les as-

sistantes sociales de la DDASS (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale) pour « régler » le cas de familles du comité et tenter ainsi de couper court à la mobilisation que nous engageons contre leur politique. Les « solutions » de la DDASS tendent à instaurer un contrôle sur les familles. Nous refusons cela, mais nous saurons nous servir de cet acquis

et rester vigilants contre les pressions que pourrait faire la DDASS.

Que le cas d'une famille soit provisoirement réglé ne change rien. La vérité c'est que les HLM n'ont pas reculé d'un pas sur nos revendications : deux familles sont encore sans logement (HLM) et pour l'une d'elles, la menace d'expulsion se précise (dossier à la préfecture).

nécessité de la lutte se fait sentir sur le quartier, car, comme le disent les habitants : « Cela va encore entraîner de nouvelles expulsions ! » La lutte contre les expulsions et celle contre l'augmentation des loyers, c'est une seule et même chose ! Le comité s'est fixé comme objectif d'entraîner dans la lutte, tous les travailleurs du quartier qui en ce moment suivent attentivement la

Le Comité de Lutte Contre le Chômage d'Hérouville organise une fête populaire : SAMEDI 12 JUIN à l'école Malfilâtre (Bd du Grand Parc). Nous appelons les travailleurs à y participer nombreux.

Au programme :

- groupe « Octobre » (chanteurs)
- musiciens du quartier
- débats et témoignages : les familles d'Hérouville accusent le capitalisme
- nombreux stands

Les loyers viennent d'augmenter de 10 %, provoquant une très grande colère des habitants du quartier. Dans les derniers mois, les augmentations ont été nombreuses : 50 % sur l'eau, 17 % sur l'électricité, 25 % sur les impôts locaux. Où va-t-on ? La

lutte contre les expulsions. Il faut aussi prévoir les risques de répression, par rapport à l'occupation des HLM. Mais, c'est justement en entraînant un grand nombre de travailleurs avec nous que nous pourrions faire face à la répression.

Le comité tient à remercier les lecteurs du Quotidien du Peuple (mère de famille, immigrés, syndicalistes, étudiants...) qui nous ont envoyé de chaleureuses lettres de soutien après les avoir fait signer dans leurs ateliers. Cela nous a encouragé dans notre lutte et montre à quel point notre combat est celui de tous les travailleurs, que nous ne sommes pas isolés.

Nous avons fait une exposition de toutes les lettres pour nos interventions.

en bref...

● Le travail a repris à La Rochelle dans les huit usines métallurgiques qui étaient en grève depuis six semaines. Mais la reprise s'est faite dans toutes les usines à une très faible majorité. A l'Alstom, par exemple, les résultats du vote donnaient 768 voix pour la reprise contre 664 voix, la maîtrise et les cadres participant au vote. Dans les autres usines, dont les ARCP (chantiers navals), le taux d'abstention atteignait jusqu'à 30%.

● Le gouvernement a édicté un certain nombre de mesures pour encourager les artisans à engager des apprentis : allègement des charges, simplification des formalités administratives, contrats négociés branche par branche. Il prétend ainsi réduire le chômage, et vise ainsi 5 000 nouveaux postes d'apprentis par mois ; mais il n'a rien dit sur les conditions de rémunération et de travail des apprentis, qui ne touchent qu'une somme dérisoire, et constituent ainsi une main d'œuvre à bon marché.

LIBÉRATION, EUROPE 1, L'HUMANITÉ ET L'HUMANITÉ-DIMANCHE CONDAMNÉS POUR AVOIR PUBLIÉ LES TÉMOIGNAGES DES OUVRIÈRES DES BLANCHISSERIES DE PANTIN

Le 24 octobre 75, la fédération Hacutex de la CFDT organisait une conférence de presse où une quarantaine d'ouvrières et d'ouvriers des blanchisseries de Pantin, alors en grève, dénonçaient leurs conditions de travail scandaleuses. Après la grève, la société Maj-Elis et son gérant M. Leducq entamaient une campagne de répression contre les ouvrières actives pendant la grève, en particulier des syndiquées CFDT.

De plus, ils portaient plainte pour diffamation contre les journaux qui avaient publié les témoignages.

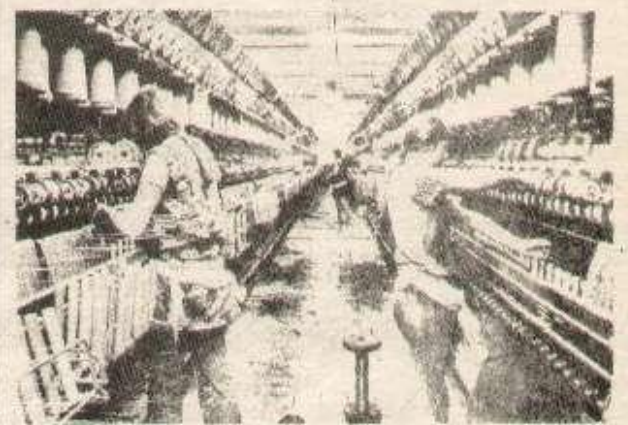
Malgré les risques de répression que cela comportait pour elles, les ouvrières sont venues répéter devant la 17^e chambre correctionnelle

ce qu'elles avaient déclaré. Ce qui n'empêchera pas le tribunal de déclarer que les journaux avaient donné « une version déformée ne correspondant pas aux déclarations à l'audience de leurs propres témoins ».

Libération a été condamnée à 10 000 F de dommages et intérêts, l'Humanité et l'Humanité-Dimanche à 22 500 F.

● Les travailleurs de la SODIM à Nanterre sont en lutte depuis deux semaines. Leurs revendications : 10 % d'augmentation de leurs salaires. Ici, les salaires sont extrêmement bas : sait-on qu'une travailleuse débutante ne touche que 1 450 F mensuels pour des semaines de 43 h 30 ?

LUTTE 6f. SANTÉ SECURITE



COMITE DE LIAISON ET D'INFORMATION SUR LA SANTÉ ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

La brochure du CLISACT (64 pages) vient de paraître. A son sommaire, les dossiers des Assises sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, différentes études et témoignages sur la sécurité, les actions et les buts du CLISACT.

Commander-à au CLISACT : 56, rue des Guipons 94 800 Villejuif - 6 F + 2 F de port

POUR SOUTENIR
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE
ACHETEZ-LE TOUS LES JOURS
DANS LE MÊME KIOSQUE

LUTTES OUVRIÈRES

Aux Câbles de Lyon, comme partout

CONTRE LA REPRESSION
SOYONS A L'OFFENSIVE-3

ENTRETIEN AVEC UN RESPONSABLE DE LA SECTION CGT DES CÂBLES

QdP : Il se trouve que de plus en plus, la bourgeoisie fait donner ses flics contre les ouvriers grévistes. Vous en avez fait vous-mêmes l'expérience pendant votre lutte. Alors, face à la violence de la bourgeoisie, comment se pose le problème de la violence des masses pour protéger les luttes ? Qu'en penses-tu ? Quels problèmes cela pose-t-il ?

Je constate une chose et pas seulement aux Câbles de Lyon, c'est que partout, il y a un désir, des femmes comme des hommes, à passer à des actions violentes parce qu'ils voient qu'il n'y pas d'autres possibilités... Et, on sent bien que ce problème ne peut pas être résolu sur une usine. Tu ne vas pas faire une armée sur une usine ! Repousser les CRS sur une usine, je veux bien. Nous aussi, on aurait bien voulu pouvoir le faire, mais on n'en avait pas les moyens. On a fait comme pour les camions chez Chausson... Cela a été moins grand que chez Chausson parce que notre situation était différente aussi : on n'était pas dans un quartier. Nous, c'est la Seine, tout de suite. Et puis, c'est complètement isolé des quartiers. Donc, on ne pouvait pas se permettre d'aller plus loin. Mais il y a eu résistance quand même. Il a fallu que les flics poussent vraiment et ça a toujours été à la limite de la «catastrophe», «catastrophe» dans le sens où,

militairement, on ne faisait pas le poids.

QdP : Le camarade nous rapporte un fait qui s'est déroulé au cours de la dernière grève, en juin 75, le jour où une voiture a foncé sur les grévistes à l'entrée de l'usine, blessant grièvement un travailleur des Câbles. Ce jour-là, la colère était à son comble, d'autant plus que les CRS gardaient l'accès de l'usine. Comme des ouvriers d'une entreprise extérieure travaillaient à l'intérieur, l'un d'eux a été durement frappé par des travailleurs des Câbles. Le camarade nous rapporte l'explication qui s'en est suivie avec cet ouvrier «passé à tabac», insistant sur l'importance d'une analyse politique claire de la situation, d'une conscience nette de ce qu'est l'ennemi pour que la violence des masses touche sa véritable cible.

SECTION CGT DES CÂBLES DE LYON,
SAMEDI 12 JUIN - 20 H 30
Maison du Peuple de Clichy,
avenue du général Leclerc
(bus 138 et 74, arrêt V. Hugo/Leclerc)

TOUS AU MEETING CONTRE LA REPRESSION

- avec la participation des travailleurs et syndicalistes des différentes entreprises touchées par la répression syndicale : Claudel-Nestlé, Cycles Peugeot, etc...
- et du comité de soutien aux 23 licenciés de Bourgogne Electronique.

On a dit au gars de l'entreprise extérieure : «Il y a un millier de travailleurs devant la porte qui ont été jetés par les flics et qui ont quatre semaines de grève sur le dos. Si tu est d'une entreprise extérieure, fais-toi porter malade... mais ne rentrez pas ! Il y a les flics de chaque côté, normalement, tu ne rentres pas !

tion parce qu'ils ont cassé plus de camions !» Bon d'abord, quand les gars ont cassé les camions à Chausson, ils avaient déjà obtenu les 150 F. Donc, c'était pas dû à cela. Il ne faut pas jouer sur de fausses analyses des gars pour dire : «Ça nous sert». Justement, si on veut que les gars utilisent bien la violence, on n'a pas inté-



Puisqu'on a été vidé, tout ce qui est dedans, c'est l'ennemi. Globalement, c'est vrai ? Deuxième point : essaie de voir pourquoi cette violence, en voyant tout ce qu'ont fait les patrons et qui a fait monter la colère jusqu'à ce point. Troisième chose : on n'est pas des nouveaux-nés dans le mouvement ouvrier, on sait ce que font les patrons... Comment se fait-il qu'on n'ait pas été capable de faire en sorte que la violence soit exercée de façon à servir vraiment la lutte ? Ce sont ceux qui ont traité tel ou tel militant de «gauchiste» qui en portent la responsabilité parce que ce sont eux qui ont empêché les masses d'apprendre à s'organiser pour exercer leur violence au moment voulu. Voilà le fond de la question, il est bien là. Donc, à mon avis, maintenant, la question posée aux révolutionnaires, c'est celle-là. Ça se sent que ce problème est posé de plus en plus : tous les gars assistent à cette montée de la riposte. Spontanément, les masses vont plus loin. Il y a aussi ce que disent des gars : «A Chausson, ils ont gagné plus d'augmenta-

rêt à simplifier les choses ! Puisqu'on dit qu'il faut encore plus de capacité d'analyse pour le faire.

Alors, comment va-t-on faire pour que ça serve vraiment la lutte. C'est là qu'est posé le problème : comment on peut s'en servir ? A partir de quand ? A partir de quelle mobilisation ? Avec quel degré ? Jusqu'où peut-on aller ? Ce sont des choses qu'il faut discuter parce qu'à partir du moment où ça devient un peu plus violent, c'est à partir de ce moment-là qu'il faut être encore plus disciplinés, organisés ! Il faut aussi plus de discussions collectives pour comprendre les objectifs exacts sinon ça se divise en deux. Parce qu'il y a cela aussi : il ne faut pas que l'utilisation de la violence brise l'unité, il faut qu'elle la renforce. Donc, il ne faut pas le faire de façon gauchiste, être trop en avance. Alors, tous ces problèmes-là sont posés. Chez nous, bien sûr, ils ne sont pas résolus. Ça ne fait pas encore l'objet d'un débat de masse bien que ça ressorte dans pas mal de discussions.

(à suivre)

L'emploi dans
la presse parisienneLA CGT DU LIVRE
PARISIEN RÉPOND
À FRANCE-SOIR ET
AU FIGARO

A Ferry, directeur de France-Soir, qui affirme «le plan cadre régional place les journaux parisiens devant un choix : accepter ou non de différer d'au moins deux ans la modernisation», la CGT répond : «C'est une contre-vérité évidente ; en effet, sur le plan technique, les travailleurs sont prêts ; ils ont pour la plupart suivi des cours de reconversion».

Quand Hersant, directeur du Figaro, dit : «En signant un tel accord, le Figaro devient garant du travail de plus de 3.500 personnes employées dans des imprimeries ne dépendant pas de lui», la CGT répond : «Le texte de l'accord ne prévoit

une garantie de l'emploi que pour les travailleurs touchés par la mise en service du matériel moderne».

On peut demander si, en se plaçant sur un tel terrain, la direction de la CGT du Livre parisien se prépare à un combat sans compromis pour préserver l'emploi des ouvriers. Que veut dire la distinction entre les ouvriers menacés par la modernisation et ceux qui sont menacés par l'arrêt de la parution d'un titre ? Quel a été le résultat, quand on a fait miroiter aux travailleurs que les stages de reconversion et les retraites anticipées étaient une solution au problème du chômage dans la branche ?

Reprise à Danzas

LES LIMITES
D'UNE GRÈVE

Les travailleurs de chez Danzas ont repris le travail après trois semaines de grève. Ils ont repris avec des miettes : 4 % d'augmentation. Du point de vue revendicatif, c'est un échec, que souligne d'ailleurs clairement la section CGT.

Une chose est significative, c'est la façon dont la reprise s'est effectuée. La section CGT explique : «Dix travailleurs en tout et pour tout ont décidé de reprendre le travail. Les autres (c'est-à-dire des centaines !) se sont alors laissés influencer ; la section syndicale ne pouvait pas empêcher les dix de travailler. Ceci dit, avec le recul, on s'aperçoit que c'est une erreur».

MAIS OÙ RESIDENT
LES ERREURS ?

Certes, les sections CGT et CFDT n'ont pas su combattre le point de vue de ceux qui voulaient reprendre. Mais n'était-il pas déjà trop tard ? Que dix travailleurs entraînent des centaines d'autres à reprendre, ne peut s'expliquer autrement. Et de multiples questions sont posées. Pourquoi cette indécision à prendre en main le soutien financier largement ? Et ce meeting devant l'usine, permettant de faire connaître la lutte, idée très juste, pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt ? Et cette idée d'appeler largement la population et les travailleurs à venir discuter aux portes de l'entreprise ? Pourquoi ne pas l'avoir envisagé ? La lutte est restée isolée.

Enfin, la lutte a surtout reposé sur quelques délégués et pas suffisamment sur l'ensemble des grévistes, une certaine lassitude commençait à se faire sentir.

Cette lutte toutefois n'est pas entièrement négative. La majorité des travailleurs sont immigrés et jusqu'ici, la

en bref...

● C'est depuis le 29 septembre 1975 que les travailleurs de l'imprimerie rouennaise sont en lutte contre la fermeture. Les ouvriers de l'IMRO ont décidé d'organiser deux journées «portes ouvertes» les 12 et 13 juin, ceci en vue de faire connaître le combat qu'ils mènent depuis des mois, plus largement.

● Les travailleurs du service informatique d'Olivetti à Paris sont en lutte depuis le 7 avril, c'est-à-dire qu'ils entament aujourd'hui leur deuxième mois de grève. Ils réclament une augmentation de leur salaire, la révision de la grille de classification. Aujourd'hui, la direction réprime : elle a décidé de convoquer devant le tribunal deux délégués syndicaux ainsi que quatre travailleurs. Non à la répression !

COMITÉ DE COORDINATION DES
FOYERS SONACOTRA EN GRÈVE
56 rue de la Fontaine au Roi
75011 - PARIS

Paris, le 8 juin 1976

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Comité de Coordination constitué de tous les membres élus démocratiquement par les comités de résidents des Foyers SONACOTRA en grève des loyers depuis 20 mois, s'est réuni le 6 juin 76 à Argenteuil.

Il a pris l'engagement d'entamer des négociations avec la direction de la SONACOTRA le 11 juin 76 à 18 h 30, sur la plateforme revendicative. Pour cela, il a élu 16 délégués qui seront accompagnés d'avocats et de journalistes.

Jusqu'à maintenant, la SONACOTRA a toujours refusé de rencontrer le Comité de Coordination, préférant les négociations foyer par foyer et utilisant tous les moyens d'intimidation et de pression pour tenter de briser la grève (expulsions, lettres d'huissier, diffusion de tracts et affiches accusant la Coordination de refuser les négociations, menaces d'expulsions des foyers, etc.)

Le recours en Conseil d'Etat, demandé par les avocats, n'a jusqu'à présent eu aucune suite. De plus, les résidents continuent à verser leur loyer à un huissier et le feront jusqu'à ce que les négociations aboutissent.

Le Comité de Coordination lance un appel de solidarité à l'ensemble des travailleurs français et immigrés et aux organisations, syndicats et partis politiques démocratiques, à venir appuyer la délégation le 11 juin 76 à 18 h 30, au siège de la SONACOTRA, 42 rue Cambonne, Paris 15^e, afin de renforcer la pression sur la direction de la SONACOTRA et assurer le maximum de sécurité.

Le Comité de Coordination

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Procès Simeoni : un riche début de semaine

«UN PEUPLE QUI NE VEUT PAS DE LA BALÉARISATION»

Divers rebondissements dans le procès Siméoni. Une mystérieuse bande magnétique a été au centre des débats de mardi. Il s'agit d'une «cassette» déposée samedi soir par une main anonyme sur le paillason de l'un des défenseurs d'Edmond Siméoni, M^{re} Maggiani. Il s'agit d'un reportage réalisé par un professionnel le 22 août 75 à Aléria, au moment de la fusillade. D'après ce reportage, le maréchal des Logis Hugel aurait été tué alors qu'il était couché au pied d'un talus qui le protégeait totalement des coups de feu venus de la cave. Les gendarmes mobiles auraient essuyé des coups de feu tirés par derrière et même renversé une 2 CV pour s'en faire un bouclier.

Ce témoignage magnétique établit donc la preuve que les coups mortels ne sont pas le fait de Siméoni. A l'audience de mercredi, le président David a accepté que cette bande soit entendue prochainement. Le président doit se prononcer également sur la teneur des 33 questions que la défense a posées à Poniatowski, car celui-ci a refusé de venir répondre aux questions des avocats. La dernière question posée demande au ministre s'il n'a pas agi par esprit de vengeance, contre les autonomistes. Ceux-ci l'avaient traité de raciste en 72, quand il accusa une soi-disant «Union Corse» d'être responsable du trafic de drogue.

Hier, la salle a vibré pendant le témoignage de François Musso, président de la fédération régionale des exploitants agricoles : «La Corse, c'est une montagne dans la mer et c'est un peuple qui ne veut pas d'une baléarisation ; le Corse ne veut pas suer, pour le tourisme, dans un costume de velours, comme d'autres ont sué dans un burnous. Nous ne voulons pas devenir la dernière colonie où l'on passe un séjour colonial. La jeunesse Corse n'est plus française. C'est cette jeunesse qui dirigera demain. Il est honteux de penser que la France «n'arrive» pas à résoudre le problème des transports vers la Corse, alors qu'elle se vante d'effacer, grâce à Concorde les distances !... Ce n'est pas Siméoni que vous jugez, c'est moi que vous jugez et c'est toute la Corse !»

Puis, c'est le tour de Jacques Ferandi ancien administrateur de la Banque d'Indochine et ami de Simeoni. Il raconte la Corse au quotidien : «La côte corse n'est plus la propriété des Corses. Ce ne sont plus les Génois qui repoussent les Corses à l'intérieur, ce sont les spéculateurs et les escrocs !» La dernière déposition très attendue sera celle de Max Simeoni. Il revient longuement sur les faits, sur l'histoire du «sentiment national» en Corse. «En 69, la DATAR a choisi la baléarisation plutôt que la corsitude. La politique coloniale du réservoir d'hommes pour la métropole a fait place à celle des investissements touristiques. C'est un mur de béton qu'on voulait construire sur nos côtes. Mais comme on le sait, la contestation dérange l'investissement. Nous sommes fiers d'avoir empêché ce sale coup contre notre peuple. Le peuple corse n'a jamais envahi personne, il s'est toujours défendu. Là est sa tradition historique».

Les derniers jours du procès sont donc riches en témoignages et rebondissements. L'évocation des problèmes corsés, des luttes, la dénonciation précise de «la politique régionale» de la bourgeoisie donne beaucoup de qualité aux audiences. Cependant, jusqu'au bout, le pouvoir réserve sa décision. Un verdict qu'il rendra contre la Corse... ou par peur de la Corse...

Pierre PUJOL

ARRÊT DES IMPORTATIONS DE TOMATES ET DE PÊCHES

Suite à la mobilisation des agriculteurs, le gouvernement vient de décider l'arrêt des importations de tomates en provenance de pays non-membres du marché commun. Ce sont surtout la Grèce et l'Espagne qui sont visées. D'autre part, le gouvernement a demandé à l'Espagne de freiner ses exportations de pêches. Une telle mesure permet le maintien des prix auxquels les agriculteurs vendent leurs produits aux firmes agro-alimentaires. Mais elles maintiennent des prix trop élevés pour les acheteurs, tout en préservant pour l'essentiel le profit des firmes.

LA CORSE EN COLÈRE

(9) LA CULTURE EST UNE ARME

par Éric BRÉHAT

«Je me souviens, avant guerre, quand le maître nous surprenait à parler corse à l'école, on avait droit à la râlée. C'était considéré comme si grave que les parents eux-mêmes, qui ne parlaient à peu près que corse, ont fini par en avoir honte. Celui qui parlait corse faisait figure d'arriéré». Ce témoignage d'un Corse qui a fini par revenir au pays, on peut l'entendre de multiples fois. Aujourd'hui, la langue corse est couramment pratiquée, et dans les cafés, la conversation passe facilement du français au corse, selon le thème abordé. Cette remise à l'honneur du corse, langue à part entière, est liée au combat qu'ont mené certains militants autonomistes pour faire revivre la culture du peuple corse. J.P. Poletti, un des animateurs de la Maison de la Culture d'Ajaccio, et de la «Cantata Populu Corsu» qui fut arrêté et emprisonné pour ses activités, explique en quoi la culture corse est une arme pour la lutte populaire dans l'île.

tentés de «ressusciter» ce qui existait, ou avez-vous cherché à faire progresser la culture populaire corse ?

J.P. - P. : Non, il n'était pas question d'en rester à ce qui existait il y a cinquante ans. Cela, on l'a retrouvé chez les vieux, ça ne demandait qu'à sortir. Pour nous qui chantons, on chante le temps présent. Le disque qu'on a sorti, malgré toutes les difficultés, s'appelle «Aïéria».

Pour ce qui est de la création, on est d'accord à condition de respecter la tradition populaire, qui nous sert à créer de nouvelles bases musicales. La tradition musicale corse a subi des influences berbères, orientales, celtiques. Cela prouve qu'elle peut évoluer, à condition de la considérer comme vivante. Mais il y a beaucoup à faire encore : le cycle de développement de la culture corse n'est pas encore vraiment enclenché.

Le PCF nous a reproché de faire de la culture corse

QdP : Ce travail sur ce front

Quotidien du Peuple : Dans le développement du mouvement autonomiste, de l'aspiration populaire à regagner l'identité corse, le front de la culture a été important. Comment est-il apparu ?

J.P. Poletti : La culture corse n'a jamais disparu, malgré toutes les tentatives d'acculturation française forcée. C'est surtout depuis 68 qu'une vie culturelle s'est instaurée.

veillées. Pour le chant, par exemple, nous avons regroupé les associations de plusieurs villages. Avant Aléria, ce n'était qu'un regroupement d'associations. Après Aléria, on a vu qu'il fallait se donner une structure de combat, et nous sommes intervenus dans les comités de soutien.



La tradition populaire au service de la lutte actuelle : pour soutenir E. Siméoni, des veillées dans toute l'île, au son de «U Columbu».

Mais on n'est pas parti de zéro. Ce qu'on fait est à l'opposé d'une quelconque «étude scientifique». Notre culture n'est pas un objet d'étude, c'est un instrument.

Des groupes se sont constitués, un peu partout, et ont organisé des

un instrument de combat ! Mais notre culture et notre identité étaient proches de disparaître. Ne pas en faire un instrument de combat, c'était se mettre du côté de ceux qui veulent la faire disparaître.

QdP : Vous êtes-vous con-

s'est heurté à la répression ?

J.P. - P. : Si j'ai été arrêté, c'est bien que ça gêne le gouvernement français qu'on se batte pour notre culture. Et, il y a eu d'autres arrestations : toute la Maison de la Culture y est passée. Des animateurs de foyers de ski de

fond ont été poursuivis aussi. Et puis, ça prend des formes plus insidieuses : à Ajaccio, la grande salle de l'Empire n'est jamais libre pour nous. A la radio régionale, où ils sont bien obligés de passer certains de nos enregistrements, ils choisissent ceux qui sont non engagés.

QdP : Peux-tu préciser l'ampleur de ce combat culturel ?

J.P. - P. : La pratique des veillées est très populaire. Alors on se déplace dans les villages, on ne fait pas payer, les gens nous hébergent. Ce n'est pas du tout le phénomène spectacle : les gens apprennent avec nous. On apprend avec eux. Et dans les chansons, tout ce qui fait un peuple est présent. Maintenant, ces veillées sont toujours l'occasion de discussions politiques, qui s'engagent spontanément sur la situation actuelle, sur la lutte à mener.

Et puis, ça ne se limite pas à la chanson ou au théâtre. On voit la culture comme quelque chose de très large. Par exemple, des associations sportives qui se sont montées dans les villages de montagne, et qui ont une pratique vraiment populaire.

Le ski (fond, haute route...) est aussi devenu une forme sportive populaire, parce que nous avons réussi pour l'instant à empêcher les promoteurs de s'installer.

QdP : Comment y êtes-vous parvenus ?

J.P. - P. : On a eu vent d'une réunion de promoteurs à Bruxelles au salon de l'immobilier. Ils voulaient envoyer Marielle Goitschel pour faire ici une grosse affaire de promotion. Alors on est allé voir les habitants des villages concernés, un par un, en leur expliquant ce qui se préparait. L'effet a été immédiat : les promoteurs ont du le savoir et depuis lors, on n'entend plus parler du projet.

en bref...

• Six militants basques que Poniatowski avait assignés à résidence à l'île d'Yeu se sont enfuis dans la nuit de lundi à mardi.

• Les divisions de la majorité se repercutent au Conseil de Paris, où l'UDR et la coalition R-centristes se disputent la présidence.

COMITÉ DE SOUTIEN A ROUX ET COLOMBS, 2 jeunes attaqués par un commando fasciste

Le comité de soutien de Roux et Colombis s'est réuni avant-hier. Il a défini un axe de lutte :

1. un stand à la fête du PSU qui se tiendra les 12 et 13 juin
2. une pétition qui sera envoyée au ministère de la justice et nous avons déjà 3000 signatures acquises
3. popularisation de la lutte

au sein de toutes les classes de la société.

Toute aide pourra être envoyée au comité de soutien de Roux et Colombis : 9, rue Barnequet 75009 Paris.

Rappelons que Roux et Colombis, deux jeunes, ont été attaqués par un commando

d'extrême-droite à la porte de Jussieu. Ces deux jeunes se sont défendus, dans le passage, ils ont pris un barreau de fer et un pied de chaise. Le groupe fasciste les a emmenés dans un cordon de CRS. Le procès s'est tenu le 21 mai dernier en correctionnelle. Ils ont été condamnés à un an et demi et à deux ans de prison ferme.

INTERNATIONAL

LIBAN

RESISTANCE ACHARNEE A L'INVASION SYRIENNE

Les troupes syriennes ont continué à attaquer les régions contrôlées par les forces patriotiques.

Dans la montagne, les chars syriens ne peuvent plus avancer. Ils sont arrêtés par les forces armées patriotiques, aidées par la population dans la localité de Sofar. Les Syriens bombardent Sofar et Bhamdoun, deux localités de cette région. Les Phalanges les aident en bombardant aussi ces deux localités à partir de la montagne voisine, Broummana et Beit Méry. L'armée syrienne semble encerclée entre le col de Mdeirej et Sofar, car après avoir laissé les Syriens pénétrer au-delà du col, la population attaque les Syriens par derrière.

Au Sud, la même tactique a été employée. Après l'entrée à Saïda d'une colonne de chars syriens, ils ont été entourés et la colonne entière a été détruite. Saïda est toujours entre les mains des forces patriotiques.

Au nord, après le bombardement intense de l'aéroport de Koleyate par les

navires syriens, Tripoli, contrôlée par les forces patriotiques, résiste. La ville est bombardée par tous les côtés mais aucun char syrien n'a pu encore y pénétrer.

A Beyrouth, la Saïka lance toujours des obus contre les camps palestiniens et les quartiers po-

pulaires. Même les chalets (bâtiments en bois sur la mer) où les habitants de la Quarantaine se sont logés après le rasage de leur quartier par les Phalanges en janvier, sont la cible des tirs de la Saïka. Les bombardements des camps palestiniens ont déjà fait plus de 500 morts et 2 000 blessés. La Saïka a

été délogée de deux quartiers qu'elle tenait au centre de Beyrouth par les forces armées patriotiques. Mais l'alliance de la population et des forces armées, la meilleure connaissance du terrain laisse aux forces patriotiques un large champ de manœuvre.

LES RÉACTIONS DES PAYS ARABES

A la ligue Arabe

A la demande de l'OLP, les ministres des affaires étrangères des pays arabes, y compris le représentant de la Syrie, se sont réunis au Caire avec Yasser Arafat, au siège de la Ligue Arabe. Une résolution en sept points a été préparée. Il semble qu'au sujet du retrait des troupes syriennes, la Syrie s'est refusée à se prononcer. Sur le principe de l'envoi de «forces arabes symboliques de sécurité», la Libye et l'Algérie ont déclaré qu'elles avaient des contingents prêts à se rendre au Liban. L'Égypte et le Soudan ont déclaré qu'ils seraient prêts à cette opération.

A son arrivée au Caire, Yasser Arafat a déclaré : «Je suis venu pour mettre l'ensemble du monde arabe devant ses responsabilités historiques à l'égard du peuple palestinien... Les Palestiniens qui souffrent depuis 26 ans doivent pouvoir compter sur la conscience en éveil du monde arabe».

● Koweït : le Parlement du Koweït a condamné par 34 voix contre zéro, et 32 abstentions, l'intervention armée syrienne et a demandé «un retrait immédiat des troupes syriennes et la fin du complot contre la Révolution Palestinienne».

● Algérie : De grandes manifestations populaires ont eu

lieu à Alger et Constantine contre l'intervention syrienne au Liban.

● Tunisie : Le ministre des Affaires Étrangères de Tunisie a déclaré : «Aucun Etat, fût-il arabe, n'a le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures du Liban».

● A Madrid, des étudiants arabes ont occupé l'ambassade syrienne pour protester contre l'intervention syrienne au Liban.

● Jordanie : le prince héritier de Jordanie a déclaré à Chirac, alors qu'il est en visite à Paris : «J'espère que l'initiative syrienne sera poursuivie et accélérée le règlement du problème».



La résolution en 7 points adoptée par le Conseil de la Ligue Arabe

Voici le texte de la résolution en sept points adoptée dans la nuit de mardi à mercredi 9 juin par le conseil de la Ligue Arabe :

«Le conseil de la Ligue (...) 1) Remercie le secrétaire général de la Ligue pour avoir convoqué la réunion extraordinaire ; 2) Demande à toutes les parties de cesser le feu immédiatement et de stabiliser le cessez-le-feu ; 3) Décide de constituer sous la supervision du secrétariat de la Ligue, des forces arabes symboliques de sécurité, afin de préserver la sécurité et la stabilité au Liban, et qui remplaceront les forces syriennes. Leur mission devant prendre fin à la demande du président élu ;

4) Décide l'envoi immédiat d'une commission représentant le conseil de la Ligue comprenant le ministre des affaires étrangères de Bahrein, le secrétaire général de la Ligue et les chefs de délégations libyenne et algérienne. Cette commission devra collaborer avec toutes les parties au Liban à une réconciliation nationale sous l'égide du président élu, afin de sauvegarder l'unité du peuple libanais et son intégrité territoriale ; 6) Affirme l'engagement arabe de consolider la révolution palestinienne et de la protéger contre tous les dangers ; 7) Se considère en réunion permanente pour suivre les développements de la situation.»

OMAN

11 ANS DE LUTTE ARMÉE ! FAIRE FACE A L'AGRESSION

Certes, la situation des révolutionnaires sur le terrain est difficile. Les conditions de la lutte sont maintenant bouleversées. La population vit maintenant dispersée et trouve refuge avec le bétail dans des grottes naturelles. Les difficultés de transport, sous le feu des bombardements, ont rendu nécessaire le fonctionnement en auto-suffisance des différentes régions des zones libérées. Les combattants ont évité de s'opposer de front aux énormes coups de boutoirs iraniens. Les grandes unités ont été scindées en petits groupes et réorganisées.

l'an dernier, avait normalisé ses relations avec les Emirats, vient de le faire avec l'Arabie Saoudite. Ces liens diplomatiques peuvent avoir des aspects positifs.

Cependant, il n'en reste pas moins que cet ensemble peut constituer une manœuvre d'isolement dangereuse pour la lutte que mène le peuple d'Oman. Mais en ce qui concerne les facteurs internes : détermination du peuple de poursuivre la guerre populaire, soutien actif de la population aux combattants ; on peut



Hommes et femmes côte à côte dans l'Armée Populaire de Libération.

être rassuré : la lutte est celle de tout un peuple prêt à de grands sacrifices pour la cause nationale.

C'est pourquoi en définitive, elle ne peut être anéantie.

en bref...

● TIMOR :

Le Front de Libération de Timor Est a annoncé que ses forces avaient complètement détruit le 20 mai dernier une base militaire indonésienne. Par ailleurs, des attaques indonésiennes ont été repoussées dans le centre du pays, notamment dans la ville de Baucau. Du 20 janvier au 3 avril dernier, 845 soldats indonésiens avaient été tués.

● SAINT DOMINGUE :

Les paysans de Pueblo Viejo ont organisé d'importantes meetings de protestation contre la compagnie américaine Rosario Dominica qui a chassé de nombreux paysans de leurs terres afin de procéder à l'exploitation d'une mine d'or. Les paysans n'ont plus aucun moyen d'existence et ont menacé de reconquérir leurs terres par la force si d'importantes compensations ne leur étaient pas versées.

● VIETNAM :

Les Nations-Unies ont décidé d'aider le Vietnam du Sud pour établir trois millions de personnes à la campagne. Cette politique est appliquée systématiquement depuis la libération pour donner aux milliers de personnes chassées dans les villes par le régime Thieu de trouver du travail afin également d'engager la reconstruction du pays sur la base du secteur le plus important du pays : l'agriculture.

Ces derniers mois, on assiste de plus à des développements diplomatiques importants derrière lesquels le jeu des super-puissances n'est pas absent : il s'agit de chassés-croisés touchant les Etats concernés de près ou de loin par la question d'Oman. Ainsi l'Irak et l'Iran ont normalisé leurs relations et discutent d'un projet de «pacte de sécurité dans le Golfe» idée chère au chah. Puis l'Irak a fait de même avec l'Arabie Saoudite. Enfin, le Yémen Démocratique qui

MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE ET LE MOUVEMENT NATIONAL LIBANAIS Avec la participation des Unions des Étudiants Arabes et l'O.L.P.

organisé par les Étudiants Patriotes Syriens en France Maison d'Italie - Cité Universitaire - Bd Jourdan Jeudi 10 juin 1976 à 20 h 00

NON A L'INTERVENTION SYRIENNE AU LIBAN

Soutien à la Résistance

suite de la page une

En soutenant de part et d'autre l'intervention syrienne, les deux super-puissances continuent de surcroît à courtiser le régime de Damas, qu'elles espèrent chacune faire basculer dans leur camp. Dans tout cela, les intérêts des peuples arabes sont bien loin. De même que dans la position prise par notre impérialisme : Sauvagnargues, le jour même de l'entrée des chars syriens, n'indiquait-il pas l'identité de vues entre Paris et Damas ? On murmure que des troupes

sont encore prêtes à aller épauler l'invasion syrienne.

D'un côté, donc, tout ce qu'il y a d'impérialistes, de réactionnaires, d'ennemis des peuples : le roi Hussein, bourreau de sa propre capitale en 1970, ne se trouve-t-il pas une fois de plus impliqué dans l'agression ? De l'autre, le peuple palestinien, les peuples arabes : l'hésitation n'est pas permise. La place de la classe ouvrière est dans ce camp. Jean LERMET

INTERNATIONAL

Italie :

La stratégie de la tension

Avant-hier, le procureur de la République de Gênes était assassiné. Son chauffeur et son garde du corps sont abattus à leur tour. Hier dans toute l'Italie des grèves de protestation étaient organisées. Les syndicats, les partis politiques dénoncent dans ce crime crapuleux et dans l'utilisation qui en est faite une remise en vigueur de la «stratégie de la tension», le meilleur argument électoral de la démocratie chrétienne à deux semaines des élections.

QUI A TUÉ ?

L'assassinat du procureur de Gênes est revendiqué par une organisation inconnue, «les nouveaux partisans», née à cette occasion. Mais ses méthodes d'actions s'apparentent beaucoup à celles de la Mafia : assassinat en plein jour, élimination de témoins. Il était d'ailleurs chargé d'enquêtes sur certains crimes de la Mafia. Sans doute n'est-ce pas là la raison essentielle de son assassinat : le procureur s'était illustré par son refus de libérer huit détenus politiques en 1974 en échange du substitut de Gênes, enlevé par les «brigades rouges». D'où la conclusion : ce sont les «brigades rouges» qui ont fait le coup, que dresse immédiatement la presse italienne de droite. La faute en est au climat de terreur que les révolutionnaires veulent imposer en Italie, poursuit-elle en substance, il faut rétablir l'ordre rapidement. Cette argumentation utilisée par la démocratie chrétienne depuis 1968 s'appelle la stratégie de la tension. Elle a donné lieu à plusieurs provocations sanglantes exécutées par les groupes fascistes : attentat de Milan contre une banque en 1969, déraillement de l'Italicus.

La police s'acharne à suivre la «piste rouge», à jeter en prison des militants d'extrême gauche alors qu'il est établi aujourd'hui que c'est la «piste noire» qu'il fallait suivre : l'attentat de Milan a été exécuté par un groupe fasciste, des carabinieri fascistes organisés ont participé à l'attentat contre l'Italicus.

Que la Mafia ait trempé dans l'affaire de Gênes est une quasi certitude : un chef mafioso italien a

reconnu avoir participé à plusieurs campagnes électorales pour le compte de la démocratie chrétienne. Il y a quelques semaines, le sénateur américain Connally proposait de mobiliser la Mafia américaine pour venir en aide à la démocratie chrétienne. Mais le fond reste toujours le même : créer un climat de terreur.

POURQUOI ?

L'assassinat du procureur de Gênes n'est pas un fait isolé. Il y a quelques jours, un député du MSI assassinait un jeune qui manifestait contre un meeting électoral fasciste. Il était laissé en liberté, plusieurs jours, le temps de disparaître. Cet assassinat donnait lieu à une campagne contre le climat de violence attribué aux extrêmes, en fin de compte à la classe ouvrière.

Les «nouveaux partisans» ont annoncé d'ailleurs une campagne de crime contre des hommes politiques «ennemis du peuple». La terreur va devenir un argument électoral. Un argument qui consiste à appeler la répression des mouvements de la classe ouvrière, les rendant responsables de cette terreur.

La campagne d'assassinats qui menace en Italie après l'affaire de Gênes, vient mettre en lumière l'arrière-fond de la campagne électorale. La politique de la démocratie chrétienne est bien antérieure aux élections et offre une voie pour étouffer la révolte de la classe ouvrière italienne.

La proposition révisionniste en offre une autre : canaliser cette révolte au profit du redressement de l'économie italienne.

• ESPAGNE

La loi d'autorisation des partis politiques, adoptée hier par les «cortès» (chambre des députés à la manière fasciste), continue à exclure le parti révisionniste ainsi que les organisations révolutionnaires et patriotiques des différentes nationalités. Les États Unis avaient auparavant multiplié les pressions dans ce sens.

• En Birmanie, après quatorze ans de pouvoir, Ne Win va sans doute céder la place à son second, le général San Yu, ce qui malgré les affirmations officielles semble bien être la preuve de dissension au sein de l'équipe au pouvoir et dont il sera important de suivre l'évolution dans cette région du monde.

Portugal :

DE L'ALGARVE A L'ALENTEJO, DE SETUBAL A BEJA

ACCUEIL TRIOMPHAL ET FETE POPULAIRE POUR OTELO DE CARVALHO

Dans la campagne électorale des élections présidentielles au Portugal, la candidature d'Otelo de Carvalho, qui remporte un important succès populaire, risque de mettre en difficulté le candidat du parti révisionniste, Otavio Pato.

Au cours de sa visite dans l'Algarve, dans chaque ville, dans chaque village, les travailleurs et les habitants faisaient un accueil triomphal à Otelo. Les travailleurs d'une usine frigorifique bloquaient la route pour obliger Otelo à visiter leurs installations. Les habitants de Lulé arrêtaient la caravane pour qu'il puisse prendre la parole. Amorosa, petit village de montagne, n'a jamais reçu de dirigeants politiques ; il n'y a aucune route accessible pour les voitures : c'est donc sur la remorque d'un tracteur qu'Otelo arriva, accueilli par toute la population qui l'invita à inaugurer une route qui portait son nom.

LES ERREURS DU PASSÉ

Au complexe industriel de Sines, c'est unanimement que les travailleurs décidèrent d'accueillir Otelo. On vit en effet un militant du P(C)P lui donner l'accolade et lui poser des questions sur son attitude face au 5ème gouvernement de Vasco Gonzalves et sur Jaime Neves, le colonel du régiment des commandos. Questions auxquelles Otelo répond : «Au cours du long processus, du fait de ma position de petit bourgeois et de la charge

que j'occupais, j'ai fait de nombreuses concessions au MFA et à l'alliance avec les partis politiques, mais depuis le 25 novembre, j'ai décidé de me mettre du côté des travailleurs, refusant d'occuper des charges de vice-chef d'état major des forces armées, de consul à Cuba, de consul au Mozambique, c'est pour cela, et malgré les erreurs que j'ai commises, que les travailleurs ont exigé ma candidature. J'assume l'entière responsabilité de ces erreurs». Il ajoutait, en réponse à des attaques venant du P(C)P : «Je suis de fait un traître : j'ai trahi la classe bourgeoise à laquelle j'appartiens». Les discours d'Otelo sont tous marqués par l'appel à l'unité de la classe ouvrière et du peuple au-delà des divergences partidaires.

A Lisbonne, après Setubal, des dizaines de milliers de travailleurs ont attendu Otelo pendant plusieurs heures. A la sidérurgie nationale (l'une des plus grandes entreprises portugaises), c'est l'un des 2 000 travailleurs qui avaient signé la liste d'appui qui affirma : «La candidature d'Otelo représente l'unité possible de tous les travailleurs, qui dépasse les contradictions

partidaires qui les divisent et les affaiblissent».

ALENTEJO SUR LES BRISEES DU P(C)P

Sachant que l'Alentejo est un terrain fort du P(C)P qui attaque constamment Otelo, le passage dans cette région était un test. Comme à Findosa où le candidat du P(C)P, Otavio Pato était passé la veille, et même dans certains villages quelques heures auparavant. Mais ce fut une nouvelle fois un accueil triomphal, «une véritable fête que les travailleurs agricoles de l'Alentejo firent à Otelo», me disait un des membres de son entourage.

A Evora, la foule qui accueillit Otelo était plus importante que celle qui était venue pour Pato la veille. Et selon des témoignages, beaucoup de travailleurs et de militants du P(C)P étaient venus voir les deux candidats. Ce sont des tracteurs de dizaines de coopératives couverts de fleurs qui l'attendaient à Vinheiro. Et à Monte de Trigo c'est la population toute entière qui occupait les rues de la ville. Seul à Santo Marcos, où le PC est assez fort, la réception fut assez froide.

Mais dans tout l'Alentejo comme dans toutes les régions traversées c'est l'enthousiasme. Ce qui faisait écrire au journal Expresso (hebdomadaire de la bourgeoisie éclairée) : «Otelo est dans son style un populiste héroïque».

que avec un hâle romantique... mais cette candidature mérite une analyse profonde (analyse du poids réel des secteurs comptant peu électoralement mais avec un grand poids économique) et promet de ne pas finir le 27 juin... En cela, il est l'adversaire principal de Eanes».

Mais cette unité qu'Otelo est en train de créer autour de lui dans cette campagne que selon lui «il faut continuer sous peine de rater notre but», et qu'il a tant proclamée et souhaitée dans tous ses discours, pour l'instant, ne s'est pas encore traduite organisationnellement. Un grand nombre de groupes «dynamisateurs d'unité populaire» se sont constitués, mais ils ne regroupent encore que les militants des organisations politiques qui soutiennent Otelo.

Les travailleurs de Setubal montraient un certain scepticisme dans les possibilités de continuer après. «Toute la campagne est faite autour d'Otelo de façon émotionnelle et beaucoup de travailleurs croient à la possibilité d'une victoire d'Otelo aux élections». L'illusion qu'on peut prendre le pouvoir à la bourgeoisie par des élections est entretenue par la campagne d'Otelo qui déclare : «Si je suis élu, je serais un guide et un ami» (proposant un programme où il dit respecter les résultats des élections législatives, respecter la Constitution).

Elections américaines FORD UNE NOUVELLE FOIS PAR TERRE !

Ce ne sont pas les résultats aux élections primaires en Californie qui ont mis Ford

par terre, c'est l'explosion d'une lampe de flash qui lui a causé une grande émotion.



Les résultats lui ont cependant été défavorables : les 167 délégués de Californie reviennent à Reagan. Les deux candidats vont visiter à nouveau les États Unis où le plus grand nombre de délégués ne se sont pas encore décidés pour obtenir le maximum de suffrages lors de la convention qui doit se tenir le 12 juillet pour désigner le candidat du parti républicain. Alors qu'il faut 1 505 voix pour être désigné, Ford en a 873 et Reagan 840.

Du côté démocrate, les choses sont plus claires : Carter a 1 194 voix contre 355 à son plus proche concurrent Udall. Carter a toutes les chances de se voir désigner candidat, les délégués du sud voués à Wallace ont amorcé leur ralliement et une campagne dans le parti démocrate le donne gagnant aux présidentielles quel que soit le candidat républicain.

• PHILIPPINES :

260 ouvriers en grève dans une entreprise de cordage ont été arrêtés par l'armée. Ils ont été transférés dans un camp militaire. Samedi dernier, plusieurs centaines de personnes qui avaient organisé un meeting contre la politique de relogement des habitants des bidonvilles avaient été également arrêtés par l'armée.

• URUGUAY :

Selon certaines sources, Bordaberry, actuel président du régime fasciste uruguayen, aurait souhaité un retour à un gouvernement moins ouvertement répressif. On prétend même que les États-Unis ne seraient pas étrangers à la tentative pour rendre moins voyantes certaines des dictatures latino-américaines, trop compromettantes.

A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -21-

RADICALISATION DES LUTTES ET UNITÉ POPULAIRE

Jusqu'à une époque récente, les révolutionnaires ont négligé le front de lutte sur le logement et l'urbanisme, les luttes dans l'entreprise étaient prioritaires. Elles le demeurent mais plusieurs facteurs les ont amenés à intervenir plus fréquemment dans les luttes sur ce front.

● Avec l'extension du chômage, la hausse des loyers et des charges, l'aggravation des conditions de vie des couches populaires, les ouvriers ont été amenés à poser leurs propres revendications démarquées des positions petites bourgeoises qui étaient souvent dominantes dans les organisations de quartiers. Pour ces mêmes raisons, les luttes se sont multipliées.

● D'autre part, de nombreuses luttes ouvrières ont mis en évidence l'importance d'un travail spécifique de quartier, lieu d'où la bourgeoisie lançait ses contre-offensives en s'appuyant sur le poids de son idéologie, là où son exploitation est moins directe qu'à l'usine, là aussi où les travailleurs sont souvent dispersés et isolés.

● Enfin la crise du modèle de consommation a également contribué à affaiblir les conceptions petites bourgeoises dans la classe ouvrière, particulièrement fortes à propos du logement : aspiration à la recherche du confort individualiste, à la petite propriété, etc... et a amené un refus grandissant de l'urbanisme bourgeois.

C'est sous l'influence de cet ensemble de facteurs que les luttes sur la question du logement se sont développées et ont commencé à se radicaliser.

Le développement de l'intervention des révolutionnaires sur ce front, amène de nouvelles questions : sur quoi doit-on intervenir, comment s'organiser, quelles revendications mettre en avant, comment articuler ces luttes aux autres luttes et en particulier à celles qui se mènent sur l'entreprise.

La réponse à ces questions ne peut se faire que sur la base d'un bilan des différentes expériences de lutte que les camarades y soient ou non directement engagés.

DANS QUELLE ORGANISATION MILITER ?

A Villers-Notre-Dame, les camarades sont présents dans l'APF (Association Populaire des Familles). A Vénissieux, sur la ZUP des Minguettes, c'est dans un Comité d'Intérêt Local (et non CPL comme nous l'avons écrit à tort dans le QdP n° 202) que militent les camarades, à Vitry c'est dans la CNL. Il n'y a pas de réponse unique, c'est selon les situations locales en tenant compte de l'organisation où sont présents les travailleurs qu'il

faut se déterminer. Il ne semble pas qu'on puisse poser cette question comme celle des syndicats ouvriers, envisager de conquérir des organisations comme la CNL ou la CGL.

RÉALISER L'UNITÉ POPULAIRE SUR LE QUARTIER

La véritable question qui nous intéresse, est de réaliser sur le quartier, l'unité populaire sur la base des revendications de la classe ouvrière que ce soit à propos du logement ou autres questions : loisir, chômage, etc... A cet égard, des expériences comme celle d'Hérouville (voir en page 5) de lutte contre les expulsions sont particulièrement enrichissantes. La bourgeoisie pour

saisir, expulser sans provoquer de riposte, joue sur l'isolement des travailleurs face à la puissance de son appareil répressif et le sentiment de honte qui pèse souvent sur ceux qui sont endettés et qui leur fait taire leurs difficultés. L'unité réalisée dans la lutte contre une expulsion constitue un acquis important, une base pour d'autres luttes.

L'expérience de nos camarades de Beuvrages est également très riche, elle montre sur plusieurs points : plate-forme revendicative par exemple, dans quelle voie s'avancer.

C'est en systématisant de telles expériences que nous pourrions enrichir notre point de vue et apporter une réponse aux questions qui se posent.



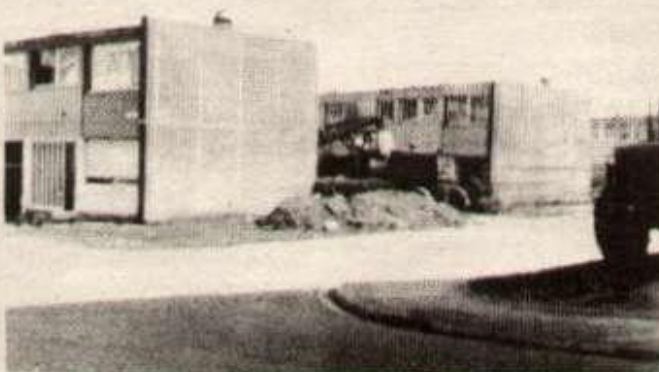
A VALENCIENNES (NORD) GESTION DU P«C»F : GESTION ANTI-POPULAIRE

La cité Fénélon, un «paradis» pour les travailleurs

Beuvrages est une ville située près de Valenciennes (Nord). C'est une ville d'habitat collectif gérée par le P«C»F : aucune activité, aucune industrie, aucun loisir.

La cité Fénélon est le type même de quartier populaire dans cette ville : cité HLM regroupant des familles ouvrières dont un grand pourcentage d'immigrés.

Les habitants de cette cité ont de nombreuses raisons de se révolter :



● Les logements d'abord : «Les logements ont été faits rapidement, ça fait des années que l'eau s'infiltre par le plafond, entre les panneaux aussi».

● Lié aux problèmes du logement, il y a celui de la cote mobilière : «Cette année, j'ai versé 700 F de cote mobilière, ajoutez à cela ce que je paye par mois pour le logement, les charges, les vêtements, et voyez ce qui me reste pour élever mes gosses».

● en ce qui concerne les loisirs. Beuvrages apparaît bien pour ce qu'elle est :

une ville morte, une cité dortoir où on parque les travailleurs ; quelques cafés, un centre socio-culturel dont toutes les activités sont surveillées de près par un conseil d'administration réactionnaire, des jeunes au chômage, sans loisirs ni distraction, un parc repoussant.

TRAVAIL DU PCRml DANS LA CITÉ

Dans cette cité, le Parti a essayé de lutter contre

totalité des joints, cela pour l'humidité ; *que ces réparations soient faites gratuitement ; *halte au déversement des égouts dans les eaux du parc ; *baisse de la cote mobilière, suppression de la nouvelle taxe des ordures ménagères.

- Organisation des chômeurs :

*transports gratuits ; *aide financière de la commune pour certains cas ;

- Loisirs :

*création d'une bibliothèque, d'un ciné-club ; *création d'une crèche ; *aménagement de jeux dans le Parc Lénine ; *le centre culturel ouvert en permanence, contrôlé par les habitants.

- Troisième âge :

*association à la vie de la commune ; *préparation des fêtes.

Au cours de la première réunion de constitution, des membres du comité ont décidé de s'attaquer à la nouvelle taxe des ordures ménagères, véritable hausse déguisée de la cote mobilière.

Le Comité de Lutte a organisé pour cela une large campagne de pétitions, tout en ayant conscience des limites de cette campagne, avec la volonté d'aller plus loin si satisfaction n'était pas donnée. Cent cinquante pétitions ont été déposées le samedi 22 mai à la mairie, en l'absence du maire P«C»F qui avait pourtant affirmé, la veille, être toujours à la disposition des habitants

quand ils avaient besoin de lui.

C'est déjà un premier pas dans la lutte, il montre que les habitants de la cité sont capables de prendre eux-mêmes leur lutte en mains, condition indispensable pour la victoire.

LES RÉACTIONS DE LA MUNICIPALITÉ RÉVISIONNISTE

Mais l'organisation autonome des masses ne plait pas à tout le monde : véritables gérants de la bourgeoisie dans la municipalité, essayant (en vain !) d'endormir ou de duper les masses par de belles promesses démagogiques (celles du «programme commun») et se comportant en même temps comme des collecteurs d'impôts et des petits capitalistes, les responsables du P«C»F ont, naturellement vu d'un mauvais œil cette organisation des masses sur leurs propres revendications, en dehors de celles du «programme commun».

● Refus de la mairie P«C»F de donner des salles pour tenir des réunions, pressions de tous ordres sur les personnes nous ayant prêté des salles.

● Attaques sournoises, ragots, calomnies contre les militants du PCRml et du Comité («ce sont des gauchistes, ils veulent tout casser»).

● Attaques idéologiques incessantes contre les habitants du quartier, répandant la crainte, l'isolement, les idées défaitistes : il n'est pas possible de lutter, la loi est ainsi faite, mais il faut la respecter, bien qu'elle soit tournée contre l'ouvrier. Il

faut attendre les élections et voter «programme commun» ; la seule arme de l'ouvrier, c'est le bulletin de vote (sic !).

● Et actuellement, essais de ressusciter un «comité de locataires» P«C»F, qui, lui, était effectivement fantôme : on veut le faire réapparaître aujourd'hui afin de semer la confusion, de faire passer l'alternative du programme commun, de la légalité.

● Et pressions ignobles, chantages en tous genres contre les membres du Comité de Lutte : «Toi, tu n'es pas Français, tu ferais mieux de ne pas te montrer avec ces gens-là (ceux du Comité) car tu auras des ennuis, ce sont des gauchistes». «Si tu fais partie de ce comité, ce n'est pas la peine de venir te plaindre après à la mairie».

Mais le Comité de Lutte de la cité Fénélon est bien décidé à ne pas se laisser marcher sur les pieds par ces gens-là, ces faux communistes : il diffuse actuellement, auprès des habitants, un tract démentant le fait que le Comité, c'est le PCR, montrant qu'il est très large et qu'il repose bien sur les aspirations des masses, leurs revendications, et dénonçant la politique anti-ouvrière et anti-populaire du P«C»F.

Il appelle l'ensemble des habitants à déjouer les calomnies, les ragots et les pressions de tous genres, et à rejoindre ce Comité de Lutte, y prendre la parole et mener avec lui des actions contre toutes les attaques de la bourgeoisie concernant leurs conditions de vie dans la cité.

corresp. Beuvrages

INFORMATIONS GÉNÉRALES

A l'école d'Architecture de Lyon

LES ELEVES DURCISSENT LEUR LUTTE

Depuis le 16 avril, les élèves de l'Unité Pédagogique d'Architecture de Lyon (U.P.A.L.) sont en grève. Ils occupent leur école (avec contrôle du standard, du courrier, etc...). Ils organisent diverses conférences avec des groupements en architecture, les syndicats des architectes, avec les usagers, par le biais des comités de quartiers, etc...

DE LA DÉFENSE DE L'ÉCOLE...

La lutte d'Archi a pour origine immédiate un manque de locaux et de crédits conduisant à l'asphyxie de l'école. Le bail des locaux actuels - d'ailleurs provisoires et nettement trop petits - est expiré. Le terrain d'Ecully, où l'école devrait être transférée, n'est toujours pas acheté... En outre, le budget a diminué de plus de 75 % entre 1970 et 1975. Une telle situation, créée délibérément par le ministre de la culture, fournit le

prétexte à une diminution des postes de professeurs et du nombre d'élèves. L'accroissement de la sélection se fait durant les études mais aussi dès l'entrée. Ainsi, en 75, 33 étudiants seulement ont été admis alors que l'accès est ouvert normalement à tout bachelier. Cette année, le directeur annonce aux candidats, que les inscriptions seront limitées. C'est pourquoi les étudiants en grève s'occupent eux-mêmes des inscriptions, et tentent de regrouper des candidats contre cette limitation illégale.

Comme dans la presque totalité des U.P. actuelles, les élèves de Lyon, luttent pour la survie de leur école. S'agit-il pour autant d'une lutte étroitement corporative ?

...A LA REMISE EN CAUSE DU RÔLE DE L'ARCHITECTE

Pour la grande majorité

des élèves, dans leur lutte pour défendre l'école, ils entendent s'opposer à la privatisation de l'enseignement de l'architecture, dénoncer la main-mise capitaliste sur la production du domaine bâti, remettre en question un enseignement qui ignore les intérêts du peuple et contribuer à définir une architecture au service du peuple.

En 1971, déjà, le gouvernement avait tenté de remplacer les UPA par des Instituts d'Architecture et d'Urbanisme (I.A.U.), financés et contrôlés directement par le patronat. Ce projet, stoppé alors par la mobilisation étudiante, est toujours à l'ordre du jour car il correspond exactement à l'évolution de la profession d'architecte liée à la transformation capitaliste de l'industrie du bâtiment. En effet, aujourd'hui, l'architecte indépendant est détrôné par les bureaux d'études des grands groupes financiers (la Hénin, par exem-

ple). Ceux-ci monopolisent 80 % de la production du domaine bâti. Dans les bureaux d'étude, où les ingénieurs de diverses disciplines dominent, l'architecte a un rôle secondaire (de simple coloriste souvent) et, en tout cas, il est contraint de respecter les critères de rentabilité imposés par la société qui l'emploie.

Les I.A.U. auraient justement pour fonction de former toute une palette de techniciens, grands et petits, chargés d'appliquer les nouveaux impératifs politico-économiques des promoteurs.

«DÉFENDRE L'ÉCOLE, OUI, MAIS POUR FAIRE AUTRE CHOSE»

C'est ce que disent de plus en plus nombreux des élèves d'Archi à Lyon. Il n'est pas question pour eux de défendre l'image traditionnelle de l'architecte indépendant agrippé à sa «liberté de création».

La contradiction ne passe pas entre une «profession libérale» en perte de vitesse et le monopole des bureaux d'étude, mais entre une architecture toute dévouée au profit et une architecture au service du peuple, c'est-à-dire contrôlée par le peuple.

Par exemple, l'enseignement traditionnel dans les écoles d'architecture vise à couper le futur architecte de l'usager. Par exemple, la réalisation de projets, dans le cadre des travaux pratiques, se fait dans l'abstrait, uniquement en fonction de la nature des matériaux ou de considérations générales sur l'utilité du projet : il n'est pas question d'aller enquêter là où se posent des problèmes de construction (dans une ZUP ou dans un vieux quartier livré à la gourmandise des promoteurs comme la ZAC Paul Bert à Lyon). Peut-être, pense-t-on, noyer le poisson en proposant régulièrement aux élèves, comme cela est fait à Lyon, un projet de...

L'UNITÉ POPULAIRE

C'est sur cette question cruciale, architecture de profit ou architecture au service du peuple, que les divergences se développent entre les élèves actuellement en lutte à Lyon. Certains séparent la lutte pour les objectifs immédiats (la survie de l'école) de la lutte contre l'architecture capitaliste.

D'autres élèves, de plus en plus nombreux, remettent en cause l'architecture actuelle, en estimant que cette remise en cause ne peut pas être menée à bien en vase clos. Ils veulent faire de leur propre lutte un moyen d'enquête et de propagande sur la base de l'unité populaire. Leur lutte, disent-ils, peut être l'occasion de sensibiliser la population sur les problèmes d'architecture et surtout de s'unir avec d'autres catégories en lutte sur le même terrain : comités de quartier (à la Croix-Rousse, à Saxe-Paul Bert, etc...), les ouvriers du bâtiment (en lutte, à Roanne).

INTERNATIONAL

Djibouti

APRÈS L'ACCORD DES PARTIS AVEC LE MINISTRE DES COLONIES

Après leur rencontre avec Giscard d'Estaing, les trois partis de Djibouti représentés aux négociations de Paris ont signé l'un après l'autre un accord avec le ministre des colonies.

Cet accord comporte d'abord l'abrogation de la loi de 1963, qui prive de nationalité djiboutienne tous ceux qui sont nés après 1942. C'était là une revendication majeure de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance, au cours des négociations. Cette loi est une des pièces de l'appareil de répression à Djibouti : elle justifie les rafles pour rechercher les «étrangers», ceux qui n'ont pas de papiers et les expulser de la ville de Djibouti, les exiler en Somalie ou en Éthiopie.

Cette loi interdisait également qu'une consultation électorale de quelque signification puisse être organisée. Accompagnée de la refonte des listes électorales prévues par l'accord, l'abrogation de la loi permettra qu'un référendum soit organisé, avec l'assentiment des principaux partis politiques, pour l'indépendance de Djibouti. C'est le processus qu'avait proposé la LPAI. L'un des résultats de cet accord est de mettre Ali Aref sur la touche : il n'a pas signé

l'accord et aucun rôle ne lui est réservé dans le processus ainsi défini.

«C'est une victoire sans contestation possible», nous déclarait Ahmed Dini, secrétaire général de la LPAI, hier. Le processus d'indépendance prévu par le gouvernement français a été enterré.

Maintenant que la forme d'accession à l'indépendance a changé, reste à savoir quel en sera le contenu. La France a installé une énorme base militaire aérienne et maritime. Des milliers de soldats et de légionnaires quadrillent la ville. Le

gouvernement français essaiera-t-il, en échange de l'abrogation de la loi sur la nationalité, de conserver cette base malgré la volonté du peuple de Djibouti de la voir quitter son territoire ? En tout

cas, le gouvernement français ne parviendra pas à détourner le peuple de Djibouti de sa revendication essentielle : une indépendance véritable, une indépendance sans les bases françaises.

Sauvagnargues à Bucarest

Sauvagnargues arrivait hier à Bucarest pour une visite de deux jours. De quoi va-t-on discuter ? Des échanges franco-roumains et de questions de politique générale : le Liban Nord Sud, la situation en Europe...

Les échanges franco-roumains figurent bien ce qu'est la situation de l'impérialisme français : la

France a plus vendu qu'elle n'a acheté à la Roumanie qui connaît un déficit de 117 millions de francs. Mais en même temps, elle est largement surpassée par l'Allemagne de l'Ouest : le déficit commercial entre la Roumanie et l'Allemagne était supérieur en 1974 au total des échanges entre la France et la Roumanie.

La Roumanie occupe une place particulière dans les pays Est-européens : elle est le seul parmi ces pays à être admise dans le groupe des non-alignés. La conférence de Manille qui l'a admise a précisé que cela ne constituait en rien un précédent dans d'éventuelles autres candidatures. A ce titre, le dialogue Nord-Sud et les résultats de la conférence de Nairobi seront évoqués dans la réunion.

ORGANISATION DES ÉTATS D'AMÉRIQUE

La discussion sur le respect des droits de l'homme avait tout d'une sinistre farce, le choix de Santiago du Chili pour la tenir lui donnait déjà ce caractère. La tournure que lui donne Kissinger en refusant de condamner le régime chilien alors que la commission chargée de faire le rapport sur les violations des droits de l'homme en Amérique Latine a réuni un dossier accablant contre lui, contribue à rendre tout à fait vaine la discussion. En tout cas Kissinger confirme ainsi que les régimes fascistes sont un des moyens les plus prisés des Américains pour maintenir leur domination en Amérique Latine.

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE, JE DONNE

10F 50F 100F

Nom.....

Adresse.....

Profession.....

Envoyer à
Le Quotidien du Peuple BP 225
75924 Paris Cedex 19 - CCP 23 13 248 F Paris

«DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION»

Rebelles

3.50F MENSUEL de l'UNION COMMUNISTE de la JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE N°3

EDITORIAL construire une puissante force révolutionnaire

AU SOMMAIRE

Pour toute correspondance : REBELLES : 57, rue Ordener 75 018 PARIS

Abonnements : 6 mois (6 numéros) 16 francs, 1 an (12 numéros) 30 F. Abonnement de soutien 50 F et plus.

THÉÂTRE

Les vieux travailleurs dans «Loin d'Hagondange»

NON A UN THEATRE DU DEFAITISME !

Nous avons reçu de Villerupt ce commentaire sur une pièce qui passe actuellement dans la région. Présentée par la Comédie de Caen comme un essai de «Théâtre Quotidien» sur la condition d'ouvriers en retraite, cette pièce a eu beaucoup de succès au festival d'Avignon, et beaucoup de publicité à France-Culture avant de venir faire un tour en Lorraine en ce moment, pas très loin d'Hagondange, où une représentation est d'ailleurs

prévue. La volonté de réalisme total qui fait la curiosité de la pièce auprès des amateurs et des spécialistes n'explique pas le sentiment de malaise profond de la représentation. Car, sous son apparence de froide objectivité, se cache un parti-pris plus profond de défaitisme et de pessimisme noir qui est plus en rapport avec l'idéologie de l'auteur et de ses supporters qu'avec le problème posé : que faire quand l'heure de la retraite sonne ?

tons ces pauvres vieux sans défense. On peut se demander ce que des retraités penseraient du spectacle : apparemment, il n'y en avait pas ce soir-là à Villerupt, on n'a donc pas pu le leur demander. Gageons que la majorité

quelquefois : alors dans ce cas, il faudrait mettre à l'entrée : «produit dangereux, interdit aux plus de 65 ans», parce que, si l'identification à ces deux personnages peut se produire en effet en ce qui

contre-jour pour exprimer les ellipses, le temps qui n'est pas raconté. Un mobilier réaliste (chauffe-eau, évier, table et lit bon marché et démodés, naïve gondole de Venise avec petite lumière rouge).



Le décor et l'éclairage sont à mon avis, assez «justes», aident le spectateur à accrocher. Le jeu de la comédienne lui aussi passe bien : elle sait créer de l'émotion chez le public par un jeu très intérieur, très concentré. A côté d'elle, le comédien joue faux, à souvent l'air sorti d'une pièce d'eau théâtre ce soir, et on n'arrive jamais à croire à son personnage de vieux ouvrier. Ce défaut provoque chez le spectateur un certain ennui au bout d'une heure de spectacle : une pièce qui joue le jeu du «réalisme» ne peut guère se permettre de fausses notes de ce genre, parce qu'à partir du moment où ça ne fait plus vrai, où l'acteur récite un rôle sans y croire, le spectateur, lui, n'y croit plus. Là l'idéologie bourgeoise rate son effet, manque d'efficacité : il y a une justice...

Quant aux moyens que les dramaturges se sont donnés pour produire cette idéologie de la lame-à-l'œil (c'est-à-dire la forme) : de jolis effets de

des vieux d'Hagondange et du Pays-Haut ne s'y seraient pas reconnus ; car il semble que leurs traditions de lutte ne les abandonnent pas au seuil de la vieillesse, que leur passé de militant leur donne encore des raisons de vivre et d'agir ; c'est même à se demander si l'auteur de la pièce a jamais mis les pieds à Hagondange (un nom si poétique !). L'auteur pourrait rétorquer qu'il a voulu parler de la condition des vieux «en général», et que son constat se vérifie

Tout s'arrangerait si sa fille et son gendre le prenaient en charge, l'acceptaient chez eux.

Voilà ce que des «jeunes» peuvent ressentir à la vision de la pièce : assis-

«Loin d'Hagondange» est une pièce qui aurait pu être conçue par une assistante sociale du type très charitable, à l'affût des petites misères à soulager.

En effet ces deux vieux,

Programme Télé

JEUDI 10 JUIN

TF1

18 h 30 - A la bonne heure
19 h 00 - Château espérance
19 h 20 - Politique
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Sandokan feuilleton
21 h 30 - L'événement
22 h 30 - Allons au cinéma
23 h 00 - JOURNAL
23 h 15 - Fin

A2

18 h 15 - Le palmarès des enfants
18 h 30 - TV service
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Fantomas (1964)
22 h 10 - Les chefs-d'œuvre vous questionnent
23 h 10 - JOURNAL
23 h 25 - Fin des émissions

FR3

18 h 45 - Emissions pour la jeunesse
19 h 05 - Emissions Régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de 20 h
20 h 30 - Les noces rouges Film de C. Chabrol (1973)
22 h 00 - JOURNAL et fin

qui nous émeuvent en effet. Le mélo a-t-il sa place dans un théâtre révolutionnaire ? On peut en débattre. En tout cas ici, cette fin noyée dans les larmes, ne nous donne pas envie de nous battre. Vive le théâtre qui fait vivre, rire et agir !...

Villerupt

Feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RESUME :

Dans les rangs diémistes, le moral est au plus bas face à la résistance acharnée des guerilleros.

47^e EPISODE

L'EVACUATION EST ORDONNÉE

On est au 20ème jour du 12ème mois. Dix jours seulement d'ici au Têt ! grommela le commandant Sang perché sur son hamac tressé avec des suspentes de parachute.

Le soir était tombé. Mais tout Hon Dat semblait encore retentir du bruit du combat de la journée. La poussière n'avait pas encore eu le temps de retomber sur le sol. Ici et là on entendait un buffle égaré pousser un cri plaintif. Quelques détonations isolées claquaient de temps à autre, dominant le murmure des vagues.

Sang avait le corps rompu et l'esprit en déroute. Il avait dû mettre sa signature au bas de la pétition demandant l'enquête sur la mort de près de cinquante blessés. Maintenant complètement découragé, il n'avait plus foi en rien. Cette grotte où se retranchaient seulement dix-neuf personnes se révélait inexpugnable. Le sommet de la colline se dressait devant ses yeux comme un défi à son impuissance. A la fin de la matinée, comme il tergiversait encore pour retarder sa signature, le

lieutenant Tu était revenu lui annoncer que la muraille avait cédé. Déconcerté, il avait apposé sa signature au bas de la pétition. Autrement, il leur aurait tenu la dragée haute. Hier, son espoir était plus grand qu'aujourd'hui, bien que beaucoup moindre qu'il y avait deux jours. La conviction d'arriver à bout de la grotte n'avait cessé de s'amenuiser en lui.

Ce soir, il en avait plus qu'assez. Aucun désir de lancer une nouvelle attaque. Ça ne lui disait plus rien, cette fertile région de Hon Dat. Même la plage des Bambous qu'il avait trouvée magnifique à son arrivée et où il s'était proposé de se baigner au moins une fois par jour, lui semblait maintenant insipide (...).

Par radio le commandant reçoit l'ordre d'évacuer Hon Dat. Il réunit ses officiers pour le leur annoncer.

Prenant place au bout de la table, il fit part de la bonne nouvelle tout en tambourinant avec ses doigts. Les officiers durent se faire violence pour ne pas soupirer de soulagement. Sang baissa encore la voix :

- La consigne est d'arriver à Tri Ton demain après midi au plus tard. Départ donc avant six heures du matin. Seulement motus ! Il ne faut rien divulguer. S'en aller en douce, vous avez compris ?

Il fit voler d'une pichenette la cendre de sa cigarette avant de poursuivre :

- Voilà la question n°1. Deuxième point très important : cette nuit, on démolit la grotte.

Les officiers se lancèrent des coups d'œil interrogateurs. Les voyant perplexes, Sang se répandit en explications :

- Rassurez-vous, on ne cherche pas à faire sauter la grotte ! Il faudrait une bombe atomique ! Comme nous disposons encore un peu de dynamite, on va mettre le paquet tout simplement. Lieutenant Tu ?

- Mon commandant ?

- Faites apporter les charges de dynamite à la grotte. Vous, Sanh, préparez les haut-parleurs. Après les explosions, vous annoncerez que la grotte a sauté !

- Quels que soient les résultats, mon commandant ?

- Impossible de ne pas récolter quelques résultats avec toutes ces charges, quand même !

- Mon commandant, intervint Tu, l'ouverture pourrait être démolie. Mais il suffit que les Viet Cong se retirent un peu plus loin pour que le résultat soit très décevant.

- Sang frappa la table du tranchant de sa main.

- Allez-y quand même. Nous avons besoin de faire du bruit avant de décamper.

- Vous avez raison, il faut leur montrer qu'on est loin d'être faible !

Tout le monde se rangea à cet avis. Après quelques palabres, ils se dispersèrent, à l'exception de Tu et de Sanh.

(à suivre).

OU VA L'ALLEMAGNE



par Marc ANDRÉ
et Gérard LINKEN

«LA LIBERTÉ DE LA PRESSE» : L'AUTO-CENSURE - 2 -

La mise au pas systématique des media, télévision et radio, par l'élimination de toutes les voix contestataires de ses ondes n'a pas d'égal dans la presse écrite aujourd'hui.

La raison en est que les journalistes progressistes furent éliminés des grands quotidiens et des agences de presse dès la naissance même de la RFA.

Après la deuxième guerre mondiale, les alliés occidentaux visaient, dès le début, dans leur zone d'occupation, à restreindre au maximum l'influence des communistes dans les nouvelles administrations des journaux. Changée, après la guerre de la dénazification de la presse et de la réorganisation des mass-médias dans la zone américaine, la «Psychological Warfare Division» (PWD) suivait une politique dans ce sens. Par conséquent, parmi les journaux ayant obtenu une licence en novembre 1947 ne figuraient que trois journaux communistes et en mai 1949, il n'y en avait plus aucun. Le «Frankfurter Rundschau» quotidien national à tendance sociale-libérale, par contre avait reçu une des licences de publication. Ce journal avait comme coéditeur l'antifasciste Emil Karlebach, un des organisateurs de l'auto-libération du camp de concentration de Buchenwald où il avait passé dix ans parce qu'il était juif et avait distribué des tracts communistes.

Sur dénonciation personnelle de Kurt Schumacher, alors président du parti social-démocrate (SPD) auprès des autorités américaines, Karlebach a été éliminé du «Frankfurter Rundschau». On voit comment le SPD et ses dirigeants étaient déjà à l'époque de la guerre froide à la pointe de la chasse aux sorcières que le gouvernement Schmidt mène aujourd'hui avec tant d'ardeur. Amorcée à la fin des années 40, la structuration de la presse allemande s'achève pour le régime Adenauer par la création d'une presse totalement dominée par le grand capital monopoliste, notamment le trust Springer étroitement lié à la droite conservatrice. Il contrôle aujourd'hui plus de 60 % des quotidiens tirés en RFA (85 % à Berlin) et 70 % de la presse consacrée à la radio et la télévision.

Tiré à plus de trois millions d'exemplaires par jour, le «Bild Zeitung» est le fer de lance de l'empire Springer.



Lu dans la plupart des foyers allemands, l'influence de «Bild» est énorme. Tristement célèbre comme principal organisateur de la chasse à Baader-Meinhof, lançant des appels permanents à la dénonciation et des campagnes diffamatoires contre les avocats de la RAF, par exemple, ce journal a préparé le terrain dans l'opinion publique au renforcement de l'appareil répressif et aux limitations des droits démocratiques. «Bild» est le premier responsable du climat de suspicion qui marque l'Allemagne fédérale d'au-

jourd'hui. Ce sont encore les torchons du trust Springer à la pointe de la grande presse réactionnaire qui concentraient au début des années 70 ses attaques contre les quelques stations de radio et de TV continuant à laisser travailler quelques journalistes progressistes dans leurs rédactions.

Coupé de son moyen d'existence essentiel, A.M.

TÉMOIGNAGE D'UN JOURNALISTE PROGRESSISTE, VICTIME DES ÉPURATION DANS LA PRESSE

Journaliste et écrivain, A.M. est un de ces collaborateurs libres progressistes, victimes des épurations dans des maisons de radio et de TV ouest-allemandes ces dernières années (voir QdP d'hier). Ne pouvant lui reprocher des fautes dans son travail, le WDR, l'émetteur concerné, doit avouer qu'on ne lui commande plus de reportages et autres contributions pour des raisons politiques. Il vit depuis quelques temps déjà dans un petit appartement à Paris, où nous lui avons rendu visite et recueilli le témoignage suivant :

«Depuis longtemps déjà, j'étais sur la liste noire. Finalement, j'ai été mis à la porte parce que je me suis fait remarquer de façon déplaisante par messieurs les dirigeants à cause de mes livres à contenu clairement anti-impérialiste ou prenant position pour le socialisme, pas celui comme en URSS, mais un socialisme fondé sur les mouvements des masses. De même je me suis exposé dans la campagne de soutien au Chili.

Ils n'avaient besoin que d'un prétexte qu'ils ont trouvé dans mon reportage sur le Portugal dans la «Chronique critique» du 2 avril 1975, retransmise par trois émetteurs, le WDR, le NDR et le SWF. A la suite de cette émission, j'ai reçu un avertissement du rédacteur parce que mon travail n'avait pas été assez objectif. Dans cette émission faite après le putsch manqué des socialistes du 11 mars, j'avais exprimé une certaine sympathie pour l'auto-organisation du prolétariat portugais. La politique de la RFA et des USA, ainsi que celle suivie par le SPD (parti social-démocrate allemand) et Mario Soares avaient été critiquées. Il ressortait clairement que, sous la couverture d'un programme socialiste en paroles, Soares faisait une,

politique pro-capitaliste.

Après cela mes commandes se sont vues réduites.

Jusqu'à ce moment-là, je collaborais encore au «Journal critique». Quelques semaines plus tard, quand je suis reparti au Portugal pour faire un nouveau reportage, toutes mes contributions ont été rayées des émissions.

Entre autres, j'avais fait deux reportages d'un quart d'heure chacun sur le journal «republica» et «Radio - Renaissance».

Une campagne internationale de diffamation se poursuivait alors contre eux. On me faisait la critique que, seuls, les travailleurs avaient pu s'exprimer dans mon enquête ce qui serait une atteinte à l'objectivité.

Depuis, on ne m'a plus commandé de travail. De fait, j'ai été licencié. Dans une lettre que l'émetteur m'a adressée, on dit clairement que la tendance politique de ces émissions en est la cause.

Mon syndicat, la RFFU m'a mal, pour ne pas dire pas du tout, défendu.

LA RFFU

Face à l'élimination des journalistes progressistes et le climat d'intimidation, la déclaration du syndicat contrôlé par la social-démocratie, la RFFU (Union de la Radiodiffusion, la Télévision et du Film, affiliée au DGB) par rapport au «décret sur les extrémistes» est particulièrement significative : «Le décret sur les extrémistes doit empêcher que les ennemis de notre constitution accèdent aux fonctions publiques. Il ne peut y avoir d'objection contre ces efforts d'auto-défense de l'État !»

On a mis également un terme à ma collaboration à la télévision allemande. J'avais fait une interview avec Jean-Paul Sartre en 1974, juste avant ma visite chez Andréas Baader dans la prison de Stammheim. Nous y avons discuté sur la nécessité de la violence révolutionnaire. Cela ne veut pas dire que je suis d'accord sur le plan politique avec la RAF (Fraction Armée Rouge). Je les critique d'un point de vue marxiste. L'interview avait duré un quart d'heure et avait été publiée dans le cadre de «Panorama» un magazine politique du NDR (radiodiffusion et télévision de l'Allemagne septentrionale). Un pilonnage de la presse «Springer» s'est en suivi. Ils présentaient Sartre et moi comme des anarchistes et des complices de la bande à Baader. Le rédacteur responsable de «Panorama», Merseburger, dut quitter son poste sous les pressions, notamment du parti chrétien-démocrate. Moi-même, je n'ai plus reçu de commandes de la télévision après cela.